



CRISE

juin 2026 - n°47

De la stratégie de la gauche révolutionnaire [iranienne] des années 1970 à l'instrument de « l'axe de la Résistance » pour justifier l'ordre établi du capital... p.4

Yashar Daralshafa a entrevu que la République islamique d'Iran est un capitalisme bureaucratique et que « l'Axe de la résistance » est réactionnaire... p.49

La guerre entre Israël et les États-Unis d'un côté, l'Iran de l'autre, dure depuis plus de cent jours. Dans ce contexte, on a pu voir que la très grande majorité des révolutionnaires à travers le monde a eu la position suivante : « oui, c'est vrai, le régime iranien est religieux et réactionnaire, néanmoins l'État iranien joue un rôle anti-impérialiste ».

Cette position est parfois assumée ouvertement ; dans d'autres cas, elle est cachée derrière un soutien à la « nation iranienne » en lutte contre l'impérialisme, ce qui revient strictement au même.

Nous publions à ce titre un texte très intéressant de Yashar Daralshafa, rédigé début juin 2026, lui-même se faisant arrêter dans la foulée par l'État iranien. Car il aborde cette question et montre bien que les gens qui croient qu'il y a une dimension « anti-impérialiste » à la République islamique d'Iran ne font qu'appuyer un capitalisme contre un autre.

éditorial

C'est pourtant facile à comprendre : ce n'est pas parce qu'Israël mène des massacres génocidaires dans le cadre de son colonialisme que son compétiteur islamiste iranien a raison dans son expansionnisme.

Ce n'est pas parce que la superpuissance impérialiste américaine a l'hégémonie qu'il faut soutenir ses compétiteurs, qu'ils soient chinois, iranien ou russe.

Ce sont les masses qui font l'Histoire, pas les réactionnaires, fussent-ils maquillés en « anti-impérialistes », « axe de la résistance », « États démocratiques », etc.

Nous encourageons à visiter les sites suivants :

vivelemaoisme.org

materialisme-dialectique.com

Liberté pour Yashar Daralshafa

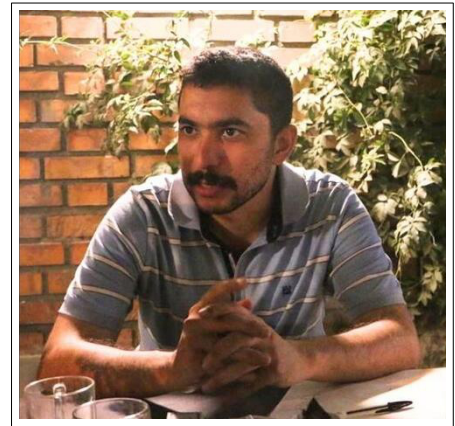


Le matin du premier juin 2026, l'État iranien a mené un raid brutal pour arrêter Yashar Daralshafa, sans pour autant disposer de mandat d'arrêt.

La veille, il avait mis un article en ligne, alors que le régime iranien commençait seulement à ouvrir internet au public, après des mois de black-out.

Aucune information n'a été donnée sur les charges contre lui, ni sur l'endroit où il a été amené.

Il avait déjà été arrêté en 2009, puis en 2019, où il a alors passé cinq années en prison ; il avait d'ailleurs soutenu sa thèse de doctorat en sociologie sur « l'évaluation du bien-être des travailleurs iraniens » devant un jury dans la salle des prières de la prison.



Soutenez la gauche iranienne !



De la stratégie de la gauche révolutionnaire des années 1970 à l'instrument de « l'axe de la Résistance » pour justifier l'ordre établi du capital

Yashar Daralshafa

mai 2026

Présentation

Cet article a été écrit par un chercheur et militant de la gauche iranienne, Yashar Daralshafa, qui a été arrêté en Iran le premier juin 2026, soit le lendemain de la publication de l'article.

Le régime de la République islamique rétablissait alors partiellement internet vers l'international, mais bien entendu en maintenant surveillance généralisée et répression brutale.

L'article a été publié sur le site de la revue intellectuelle « Naghd » (« Critique ») qui se veut « marxiste non-orthodoxe ». Il consiste en une longue analyse qui vise à repartir de la base historique de la vision portée par la guérilla fedayin sous le régime du shah, afin de montrer qu'il est erroné de considérer le régime de la République islamique d'Iran comme anti-impérialiste et de remettre à plus tard la contradiction prolétariat/bourgeoisie.

Il comporte une analyse des couches sociales iraniennes, de son économie, de son rôle dans l'impérialisme et à son issue, une réflexion sur la dialectique théorie/pratique dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire en Iran. Pour cela, il se nourrit de travaux universitaires ainsi que classiques du marxisme dans un esprit plutôt hétérodoxe conforme à la tradition universitaire d'être « sourcé » et « nuancé ».

Il s'agit d'une contribution très intéressante à la question de la nature du régime iranien, mais également du rapport à « l'axe de la Résistance », le front mis en avant justement par ce régime.

Introduction : une controverse sur une formulation ou une controverse sur la signification de la gauche ?

Ces dernières années, l'un des revirements théoriques les plus étranges au sein de la gauche iranienne a été la réinvention de la formulation de la « contradiction entre le peuple et l'impérialisme » pour justifier un type de politique qui non seulement n'a rien à voir avec la tradition de la gauche révolutionnaire des années 1970, mais qui, dans certains cas, s'y oppose carrément.

Cette invocation est moins une relecture d'un héritage qu'une appropriation et une transformation de celui-ci : un concept forgé au sein d'une stratégie révolutionnaire est transformé en un instrument visant à justifier un ordre établi.

Parallèlement, la critique adressée à cette formulation par certaines tendances – en particulier au sein de la tradition dite du « communisme ouvrier » – bien qu'importante pour mettre en évidence ses fonctions populistes et nationalistes dans ses formes ultérieures, a parfois sombré dans une généralisation problématique : la généralisation de la critique du « socialisme spontané » depuis ses formulations tardives et déviantes jusqu'à ses fondateurs mêmes. En ce sens, la critique, initialement dirigée contre les « survivants » et les « relectures déformées », a en quelque sorte été projetée en retour sur le moment théorique lui-même.

Cet essai s'inscrit précisément au cœur de ces deux erreurs qui se recourent :

- d'une part, l'utilisation abusive par la soi-disant « gauche de l'axe de la résistance » du concept de « peuple contre impérialisme » pour légitimer un bloc de pouvoir établi ;
- et d'autre part, la généralisation hâtive de la critique de « socialisme populiste » à la formulation même des fondateurs de la Guérilla fédayin.

L'objectif du présent texte n'est ni une défense nostalgique du passé ni son rejet en bloc, mais plutôt la réappropriation d'une formulation historique à travers une relecture attentive de celle-ci dans son propre contexte, et de montrer comment un concept peut être transformé d'une stratégie révolutionnaire en un instrument de légitimation du pouvoir.

1. La formulation de la « contradiction peuple-impérialisme » dans son contexte historique

Si nous voulons comprendre ce que signifie précisément « le peuple » dans des formulations telles que la « contradiction peuple-impérialisme », nous devons d'abord dissiper un malentendu.

Le « peuple » n'est ni une catégorie socio-ontologique, ni un tout social homogène, ni un autre nom pour la « nation », mais une formation historico-stratégique qui émerge dans des conditions de lutte spécifiques.

Quelles sont ces conditions ? Pour la gauche du Sud au 20^e siècle, la question n'était pas simplement celle du « capitalisme » en tant que totalité abstraite, mais celle d'une forme de capitalisme opérant de concert avec la domination impérialiste, la dépendance structurelle et l'impasse politique.

Dans une telle situation, telle que la reconstitue l'appareil théorique de [Bijan] Jazani [1938-1975, l'un des fondateurs de l'Organisation des guérillas des fedayin du peuple iranien], la société n'est pas comprise comme une formation capitaliste « complète », mais comme une formation « incomplète » ou « transitoire » ; quelque chose qui s'apparente au « capitalisme dépendant ».

Le point essentiel est que lorsque le sujet même de l'analyse est un « tout incomplet », il ne peut être compris dans son propre contexte temporel et spatial en utilisant la même formulation classique – et certes correcte – de la contradiction entre le travail et le capital.

C'est là que la question de savoir comment formuler cette contradiction devient une question pratique. C'est précisément à ce stade qu'intervient Jazani, avec un changement significatif.

Sans nier la contradiction entre le travail et le capital, il montre que, dans les conditions du capitalisme dépendant, cette contradiction à elle seule est incapable d'expliquer le « contenu révolutionnaire ».

Pourquoi ? Parce qu'une partie des relations de domination n'opère pas au sein de la société, mais en lien avec une domination externe et impérialiste. À cet égard, il parle d'une formulation dans laquelle la contradiction fondamentale apparaît comme « le peuple contre l'anti-peuple », une contradiction qui est la forme condensée de cet entrelacement même.

Mais c'est précisément là que nous devons nous arrêter. Si nous comprenons « le peuple » comme un tout homogène, tout l'édifice s'effondre. Car dans ce même texte, il est explicitement indiqué que le « peuple » est un ensemble composite de forces hétérogènes : ouvriers, paysans, petite bourgeoisie, et même vestiges de la bourgeoisie nationale.

Autrement dit, nous n'avons pas affaire à une unité préétablie, mais plutôt à une « coalition contradictoire ». La question principale n'est donc pas « qu'est-ce que le peuple ? ».

1.1. « Le peuple » comme réponse à une impasse

Il convient ici de revenir aux conditions historiques. Jazani et les autres fondateurs intellectuels et pratiques de la guérilla iranienne élaborent leur théorie dans un contexte où l'expérience du Parti Tudeh a atteint une impasse, où l'organisation de masse a été réprimée et où la possibilité d'une action politique ouverte a presque disparu — ou, pour le dire autrement, telle était leur évaluation de la situation politique.

Dans une telle situation, pour ceux qui luttent contre le statu quo, la question principale n'est pas simplement « d'avoir l'analyse correcte », mais « la possibilité d'agir ».

Le « peuple » se forme précisément en réponse à cette impasse : comme un nom pour reconstruire un front de lutte dans une situation où aucun de ses composants ne peut faire avancer la lutte à lui tout seul. En d'autres termes, le « peuple » n'est pas la description d'une réalité existante, mais la production d'une possibilité.

Dans les positions des dirigeants intellectuels de la lutte armée en Iran, le problème n'était pas simplement que les masses se trouvaient dans un état d'exploitation et d'oppression.

Le problème était qu'une véritable rupture s'était produite entre l'avant-garde et les masses, en raison de la répression, des défaites passées, de la méfiance et de l'appareil policier du régime.

À cet égard, « les masses », dans cet appareil théorique, était un nom qui ne désignait pas un sujet déjà présent sur la scène, mais la possibilité de relier les forces dispersées qu'il fallait sortir de leur état de dispersion, de méfiance et de léthargie par la pratique révolutionnaire.

En ce sens, les « masses » n'existaient pas a priori ; elles devaient plutôt être créées, convoquées et organisées.

D'une part, le « peuple » ne désigne pas ici une nation homogène et indifférenciée, et d'autre part, il n'est pas simplement synonyme de classe ouvrière. Le « peuple » est le nom donné à la formation d'une possibilité de lutte dans une situation où aucune force, en particulier dans le climat répressif qui a suivi les défaites précédentes, n'est capable de porter seule le fardeau de la révolution.

Cette formulation ne nie pas les contradictions internes de ces forces, mais en propose une suspension temporaire et organisée dans la perspective d'une lutte commune contre l'impasse politique et la domination impérialiste.

1.2. Fonction stratégique : de la dénomination à l'organisation

Mais cette formulation ne reste pas au seul niveau conceptuel. Son importance réside précisément dans le fait qu'elle rend possible l'organisation de la pratique révolutionnaire.

Dans le cadre théorique de Jazani, le contenu de toute révolution est déterminé par sa « contradiction fondamentale », et cette contradiction conduit directement à la détermination de ses forces motrices et de ses alliés.

Par conséquent, la désignation des « masses » n'est pas simplement un choix lexical, mais une orientation pratique : déterminer quelles forces doivent être regroupées sur un même front, déterminer comment l'ennemi principal est défini et, surtout, déterminer vers quel horizon la lutte se dirige.

Dans cette perspective, les « masses » constituent un outil d'organisation : un outil permettant de relier les différents niveaux de la lutte (anti-impérialiste, anticapitaliste, anti-dictature) en un tout unique et concret.

La question n'était pas que la contradiction entre le travail et le capital soit devenue sans importance ou doive être reportée à un avenir indéfini après l'instauration de la démocratie bourgeoise.

La question était que, dans des conditions de capitalisme dépendant, de despotisme monarchique, de domination impérialiste et d'impasse politique, la possibilité même d'une lutte de classe large et organisée était considérée comme dépendant de la sortie de cette impasse. Par conséquent, l'accent mis sur le front populaire, pour les fondateurs de la gauche guérillera, ne signifiait pas nécessairement remplacer la classe ouvrière par un sujet national vague appelé le « peuple ».

Il s'agissait plutôt d'une tentative de définir un champ pratique dans lequel la classe ouvrière pourrait, dans le contexte d'une lutte plus large, faire de la question de la direction une réalité.

1.3. La question de la direction : là où tout se décide

Cela signifie-t-il, cependant, la perte d'une orientation prolétarienne ? La réponse de Jazani — et plus précisément celle mise en pratique par des organisations comme la Guérilla fédayin — est que non.

La raison de cette réponse est simple mais décisive : Le « peuple » forme un front, mais sa direction reste une question ouverte et contestée.

Dans les textes des guérilleros fondateurs, il est explicitement indiqué que le sort de la révolution ne dépend pas seulement des conditions objectives, mais aussi des « conditions subjectives » et, en particulier, de la question de la direction.

Autrement dit, si la classe ouvrière est capable de s'emparer de la direction, la révolution s'engage sur la voie de la « démocratie populaire » et de la possibilité d'une transition vers le socialisme ; et si cette direction est perdue, cette même coalition pourrait être bloquée au stade de la démocratie bourgeoise.

En d'autres termes, le « peuple » n'est ni le garant de la libération ni son obstacle, mais plutôt l'arène dans laquelle la question de la direction devient décisive.

C'est pourquoi leur approche par étapes ne doit pas être assimilée à une prescription passive selon laquelle il faudrait d'abord établir la démocratie bourgeoise, puis, à un autre moment, ce serait au tour de la lutte socialiste.

Dans le cadre de Jazani et [Massoud] Ahmadzadeh [1945-1972], le caractère démocratique ou national de l'étape de la révolution ne signifie pas mettre de côté la direction prolétarienne.

Au contraire, le point essentiel est que si la direction de ce front revient à des forces non issues de la classe ouvrière, la révolution sera confinée à l'horizon de la démocratie bourgeoise ou nationale.

Mais si l'avant-garde de la classe ouvrière parvient à s'emparer de la direction, cette même révolution démocratique peut être transformée en « démocratie populaire » et en une étape préliminaire de la transition vers le socialisme.

C'est là que l'on peut comprendre la pertinence de cette discussion par rapport aux arguments de Lénine dans *Les tâches des sociaux-démocrates russes* (1897) et *Les deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (1905).

Dans ce dernier essai, il écrit :

« Les sociaux-démocrates soutiennent [la bourgeoisie progressiste] afin d'accélérer la chute de l'ennemi commun, mais ils n'attendent rien de ces alliés temporaires et ne leur font aucune concession. »

Et il poursuit ainsi :

« Les sociaux-démocrates, tout en soulignant la solidarité des différentes factions opposées à l'autocratie avec les travailleurs, distingueront toujours ces derniers et expliqueront toujours le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité ; ils souligneront toujours l'existence de classe distincte du prolétariat, qui pourrait demain se retrouver dans le camp opposé à celui de ses alliés actuels. »

Cette même question est également évidente dans l'ouvrage de Lénine *Sur les tâches de la révolution*. Dans sa brochure *Deux tactiques*, il écrit :

« En réponse aux objections des anarchistes selon lesquelles nous repousserions la révolution socialiste, nous dirons : nous ne la repoussons pas, mais nous faisons le premier pas vers elle par le seul moyen possible et la seule voie correcte, à savoir celle de la république démocratique.

Quiconque cherche à avancer vers le socialisme par une voie autre que la démocratie politique aboutira inévitablement à des résultats insignifiants et réactionnaires, tant sur le plan économique que politique. »

Et, conscient qu'il serait critiqué sur ce que l'on entend exactement par « démocratie bourgeoise » en pleine révolution, sa réponse toute prête est celle-ci :

« Il y a démocratie bourgeoise et démocratie bourgeoise. Et ce monarchiste des zemstvos [=organes d'administration locale], partisan d'une Chambre haute, qui « renchérit et réclame » le suffrage universel tout en négociant sous-main, en sourdine, avec le tsarisme une constitution tronquée, est un démocrate bourgeois.

Et ce paysan qui, les armes à la main, marche contre les propriétaires fonciers et les fonctionnaires et propose avec « candeur », à la « mode républicaine », de « chasser le tsar » est aussi un démocrate bourgeois.

La démocratie bourgeoise peut être ce qu'elle est en Allemagne, et aussi ce qu'elle est en Angleterre, ce qu'elle est en Autriche, et aussi ce qu'elle est aux États-Unis ou en Suisse. Il serait beau le marxiste qui, à l'époque de la révolution démocratique, ne s'apercevrait pas de cette différence de degrés et de formes du démocratisme et se bornerait à « raffiner » pour démontrer que tout de même il s'agit d'une « révolution bourgeoise », des fruits d'une « révolution bourgeoise ». »

Ces phrases constituent, en fait, la réponse que les fondateurs intellectuels et pratiques du mouvement de guérilla de gauche iranien auraient probablement donnée à leurs critiques radicaux, qui qualifiaient de non-communiste toute forme de « conception par étapes de la révolution ».

Ici, peut-être, faudrait-il, selon les termes de Lénine, dire que nous avons une conception d'une étape de la révolution, plutôt qu'une conception par étapes.

Par exemple, pour clarifier cette distinction, considérons la formulation suivante du Parti Tudeh justifiant son inaction du 28 août 1953, publiée dans une brochure intitulée « Le 28 août » en janvier 1954 :

« Staline a divisé les étapes du développement des révolutions dans les pays coloniaux et semi-coloniaux en trois étapes :

1- Révolution anti-impérialiste

2 – La révolution démocratique bourgeoise

3 – La révolution socialiste

[...] La première étape de la révolution est la révolution nationale, au cours de laquelle la bourgeoisie dans son ensemble, à l'exception de la couche des compradores pro-révolutionnaires et anti-impérialistes, est favorable à la révolution.

En revanche, le vaste mouvement paysan, les soulèvements paysans contre les seigneurs féodaux et les grands propriétaires terriens, ne s'est pas encore développé.

À ce stade, en raison de la relative faiblesse du prolétariat et de l'absence de participation active des paysans au mouvement révolutionnaire anti-impérialiste, la direction du mouvement est entre les mains de la bourgeoisie, qui a des tendances conciliantes et se montre hésitante et vacillante dans la lutte contre l'impérialisme (...).

Le mouvement révolutionnaire iranien, bien que plusieurs décennies se soient écoulées depuis sa naissance et qu'il ait remporté des victoires par le passé, n'en est néanmoins qu'à sa première phase (...).

Si, dans la deuxième phase de la révolution, la direction et, par conséquent, la responsabilité du sort du mouvement nous incombent, dans la première phase, la direction est entre les mains de la bourgeoisie et c'est donc à elle qu'incombe la plus grande responsabilité. »

Comme on peut le voir, il s'agit là aussi d'une conception « par étapes » de la révolution, mais elle n'a presque rien en commun avec la conception « par étapes » de la révolution défendue par les fondateurs idéologiques et pratiques du mouvement de guérilla de gauche iranien.

Ceux-ci estimaient que même à ce stade anti-impérialiste et démocratique, c'était au prolétariat, par l'intermédiaire de sa force d'avant-garde, de prendre la tête de la révolution.

Cette conception est tout à fait conforme à un autre passage de la formulation de Lénine dans la brochure *Deux tactiques*, dans laquelle il écrit :

« Notre révolution est celle du peuple entier, dit la social-démocratie au prolétariat.

C'est pourquoi, en tant que classe la plus avancée et la seule révolutionnaire jusqu'au bout, tu dois tendre non seulement à y participer avec la plus grande énergie, mais, aussi à y tenir un rôle dirigeant.

C'est pourquoi tu ne dois pas t'enfermer dans les limites d'une lutte de classe étroitement conçue, surtout au sens du mouvement syndical, mais t'efforcer au contraire d'élargir le cadre et le contenu de ta lutte de classe jusqu'à y faire entrer, non seulement toutes les tâches de la révolution russe présente, démocratique et populaire, mais aussi celles de la future révolution socialiste.

C'est pourquoi, sans méconnaître le mouvement syndical, sans refuser d'utiliser la moindre marge de légalité, tu dois, à l'époque de la révolution, mettre au premier plan les tâches de l'insurrection armée, de la formation d'une armée révolutionnaire et d'un gouvernement révolutionnaire, seul chemin conduisant à la victoire complète du peuple sur le tsarisme, à la conquête d'une République démocratique et d'une véritable liberté politique. »

Là où Lénine, s'exprimant au nom de la force social-démocrate, dit au prolétariat : « C'est pourquoi vous ne devez pas vous confiner dans les quatre murs de la lutte des classes au sens étroit, et surtout pas au sens d'un mouvement syndical », pour des gens comme Jazani et Ahmadzadeh, cela revenait à demander à la classe ouvrière de leur patrie de se considérer comme l'une des forces du front « populaire ».

On peut être en désaccord avec toute conception « par étapes » de la révolution (même dans le modèle de Lénine) et la juger non communiste, mais cela n'a rien à voir avec le fait que les deux conceptions des étapes de la révolution, telles qu'on les trouve dans l'exemple du Parti Tudeh et du mouvement de guérilla iranien, sont inconciliables.

1.4. La différence décisive : un instrument, pas un substitut

De là, nous pouvons tirer une conclusion essentielle pour comprendre l'ensemble de la discussion.

Dans le cadre de Jazani, la contradiction « peuple »/impérialisme ne se substitue pas à la contradiction entre le travail et le capital ; il s'agit plutôt d'une formulation qui rend cette contradiction opérationnelle dans un ensemble donné de conditions.

Ou, pour le dire plus précisément, cette formulation est un « médiateur », un médiateur permettant de traduire la contradiction fondamentale du capitalisme à un niveau où elle peut, dans une situation dépendante, coloniale ou semi-coloniale, devenir une force matérielle.

C'est pour cette raison que, d'une part, elle rend possible l'organisation d'un front large et, d'autre part, en préservant la question de la direction, elle préserve potentiellement une orientation prolétarienne.

Précisons bien que je parle du potentiel d'une telle capacité au sein de la pensée de Jazani, et non de la question de savoir si le mouvement de guérilla iranien, dans la pratique avant la révolution, a réussi ou non à concrétiser cette possibilité d'organisation d'un front large et d'orientation prolétarienne.

Ainsi, si nous devons tirer une conclusion de toute cette discussion, c'est que « le peuple » dans cette tradition n'est pas une essence sociale, mais un levier politique.

Un levier pour reconstruire la possibilité de la révolution dans des conditions *où la société est structurellement dépendante, les classes sont constituées de manière inégale, et le champ politique est soumis à la répression.*

Dans de telles circonstances, sans ce médiateur, la contradiction entre le travail et le capital reste à un niveau abstrait.

Et sans la question de la direction, ce médiateur même peut facilement devenir un outil de diversion.

C'est précisément à partir de là que commencent à la fois son potentiel révolutionnaire et le danger de sa distorsion.

2. De la formulation révolutionnaire à l'idéologie d'État : le tournant post-1979

Dans la section précédente, nous avons vu comment la « contradiction entre le peuple et l'impérialisme » fonctionnait, dans une situation spécifique, comme un outil d'organisation de la pratique révolutionnaire.

Nous devons maintenant nous tourner vers le moment où cet outil même perd sa fonction, ou plus précisément, subit un déplacement.

Ce déplacement n'est ni soudain ni purement théorique ; il est plutôt le produit d'une rencontre spécifique avec une situation historique spécifique : la Révolution de 1979.

2.1. D'où vient le problème ?

Avec l'émergence d'une situation paradoxale, pour la première fois, un régime arrive au pouvoir qui ne peut être facilement qualifié de « dépendant de l'impérialisme », dont le discours officiel est « anti-impérialiste » et qui, sur le plan idéologique, se présente comme le représentant des « opprimés ».

Nous n'entrerons pas ici dans le débat sur le grave fossé conceptuel entre « suprémacisme » et « impérialisme », ainsi qu'entre « les opprimés » et « le prolétariat », ni sur les conséquences théoriques et politiques de l'ignorer et de simplifier la question en affirmant qu'« il s'agit simplement d'une différence de terminologie ».

Mais supposons qu'il ait été véritablement impossible pour la gauche défendant la « contradiction peuple/impérialisme » d'établir une distinction conceptuelle entre ces différences.

Au lendemain de la Révolution de 1979, en raison des caractéristiques que nous avons soulignées, la simple opposition qui existait dans la formulation précédente (« le peuple » contre « le régime dépendant ») semble avoir été effacée. Nous sommes désormais confrontés à une situation où le régime en place semble pouvoir se définir aisément à l'aide du même langage et du même appareil conceptuel, et c'est précisément là que réside la crise.

2.2. Le premier glissement : l'équivalence entre discours et position de classe

À ce stade, ce qui se produit pour une partie des héritiers de cette tradition est un glissement subtil mais décisif. Au lieu d'analyser la position matérielle et de classe du régime, ils se limitent à son discours.

Pour le dire plus clairement : l'« anti-impérialisme », plutôt que d'être considéré comme une revendication, est compris comme une position objective.

Le « populisme », au lieu d'être vu comme une politique de mobilisation idéologique, est interprété comme l'expression authentique d'un front de classe.

En conséquence, une équivalence s'établit selon laquelle si le régime prend position contre l'Amérique et l'impérialisme, alors il est du côté du « peuple ».

C'est là que la formulation, d'un outil d'analyse, devient un raccourci idéologique.

Pourquoi ce glissement a-t-il été « possible » ?

À mon avis, ce glissement ne peut être réduit à une simple « erreur théorique », ni être considéré comme une conséquence directe de la formulation originale dans les écrits de ses fondateurs.

Si tel était le cas, toutes les forces ayant utilisé cette formulation auraient abouti à la même conclusion. Mais l'histoire montre précisément le contraire.

Au sein de cette même tradition (ici le courant prônant la poursuite de la ligne « Jazani »), une partie s'est orientée vers la défense de la République islamique (« Organisation de la majorité ») et une autre partie (comprenant des tendances telles que « la Voie fedayin » et une partie de la « Minorité ») s'y est opposée précisément sur cette base.

La question n'est donc pas une « logique interne inévitable », mais plutôt la manière dont elle est appliquée dans une situation nouvelle.

2.3. Le moment de l'épreuve : les réalités qui auraient dû susciter le doute

Il est facile d'affirmer que les silences de Marx sur la nature précise du communisme ont permis au socialisme d'être confondu avec le capitalisme d'État dans les expériences ultérieures du XXe siècle, ou bien que le stalinisme est la conclusion logique du marxisme, et ainsi de suite.

Par exemple, dans de nombreux textes critiques, des chercheurs marxistes et même léninistes ont montré que la conception du matérialisme et de la dialectique chez Lénine dans « Matérialisme et empiriocritique » est fortement feuerbachienne, mais dans « Les Cahiers sur la logique de Hegel », on découvre un Lénine différent : un marxiste hégélien à part entière.

À cet égard, il convient de noter que les partisans de la formulation « contradiction peuple – Impérialisme » n'étaient pas en vie pour assister aux années décisives de 1955 à 1957.

S'ils avaient été en vie, auraient-ils pu simplement passer outre les événements suivants sur la base de leurs formulations, et continuer à considérer le mouvement clérical anti-Shah et anti-américain des années 1980 comme une force progressiste et anti-impérialiste ?

Premier événement : avant la victoire de la révolution, à la demande de l'ayatollah Khomeini, un comité fut formé, appelé « Comité de coordination et d'examen des grèves », composé de Bazargán, Yadollah Sahabi, Moin-Fard, ainsi que de Bahonar et Rafsanjani.

Sa mission était de mettre fin aux grèves qui mettaient en péril le fonctionnement des industries clés liées à la production de biens essentiels pour la population et menaçaient la survie du pays.

Le 10 février 1979, à trois semaines de la victoire de la révolution, le comité réussit à persuader 118 unités de production de mettre fin à leurs grèves.

Deuxième événement : la lettre détaillée du 24 février 1976 de l'ayatollah Khomeini aux associations islamiques d'étudiants iraniens résidant en Europe, dans laquelle il écrit, dans un passage important :

« ... Vous devez inviter les couches non islamiques, dont les croyances et les actions sont contraires à l'islam et qui ont une inclination vers d'autres écoles de pensée, quelles qu'elles soient, à rejoindre l'école progressiste et éprise de justice de l'islam, et si elles n'acceptent pas, alors renoncez à elles, quels que soient leur statut ou leur personnalité, ou à tout le moins, évitez-les (...).

Et notre [jeunesse] doit savoir que la vaste propagande du communisme international, tout comme la propagande bruyante de l'impérialisme mondial, ne vise qu'à tromper et à exploiter les masses opprimées (...).

Et il est nécessaire de veiller, avec la plus grande précision et intelligence, à inviter ceux qui ne sont pas engagés envers l'islam, dans toutes ses dimensions, même s'ils sont d'accord avec vous sur un principe fondamental, à s'y engager ; et si cela ne porte pas ses fruits, s'abstenir de les inclure dans les rassemblements et associations islamiques. » (Volume 3 de la Sahifa de Khomeini, p. 321)

Troisièmement : l'observation d'un glissement progressif de la politique américaine à l'égard de la Révolution, non pas comme le signe d'une intention initiale des États-Unis de renverser le Shah, mais plutôt comme l'acceptation inévitable de l'impossibilité de le maintenir au pouvoir.

La question n'était pas que les États-Unis aient dès le départ voulu le départ du Shah, ni qu'ils aient orchestré la révolution ; une telle interprétation est non seulement en contradiction avec la puissance explosive du mouvement révolutionnaire, mais elle renforce aussi involontairement le même discours réactionnaire qui réduit la révolution de 1979 à un projet occidental visant à porter le clergé au pouvoir.

Ce qui est apparu clairement au fil des événements, c'est qu'avec la propagation des grèves, la paralysie de l'appareil administratif et économique, la fracture au sein de l'armée et les millions de personnes dans les rues, les États-Unis ont conclu qu'il n'était plus possible de maintenir le Shah par la répression et la gestion politique habituelles, ou du moins que le coût et le risque étaient devenus si élevés qu'ils pouvaient mettre en péril l'ensemble de l'ordre de dépendance qu'ils souhaitaient, avec le risque d'un effondrement complet.

À partir de ce moment, la politique américaine ne visait plus à « créer une révolution », mais à gérer les dégâts d'une révolution qu'elle ne pouvait empêcher.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'établissement de contacts et l'ouverture d'une ligne de communication avec le clergé anti-Shah : alors que les États-Unis désespéraient de préserver leur pion préféré, le Shah, ils cherchaient à limiter la possibilité d'une hégémonie de gauche et radicale au sein de la révolution en cours et à orienter le transfert du pouvoir vers une force qui, bien qu'anti-Shah et, dans une certaine mesure, anti-américaine dans sa rhétorique, était socialement, idéologiquement et politiquement anti-gauche, opposée à l'organisation indépendante de la classe ouvrière et hostile à une perspective socialiste.

En d'autres termes, le feu vert donné par les États-Unis au clergé n'était pas une preuve du caractère américain de la révolution, mais plutôt un signe de la tentative de l'impérialisme de contenir les conséquences révolutionnaires qu'il ne pouvait plus arrêter.

Au vu des opinions et de la pratique de personnes comme Jazani, il faut admettre que l'observation de tels événements leur aurait certainement inspiré de sérieux doutes quant à l'opportunité de placer le clergé opposé au Shah et à l'impérialisme des années 1970 du côté du peuple.

Un doute qui aurait pu soulever la question de savoir si nous étions face à un simple glissement de la position « anti-impérialisme/dépendance », ou à un alignement plus complexe de forces qui semblent populaires mais qui sont, en réalité, anti-populaires.

Ici, il faut dépasser le niveau du « concept » et se pencher sur celui de la pratique politique.

Dans une situation où la révolution est au bord de la victoire, la tentation pour la gauche, qui était mal organisée et disposait d'une marge de manœuvre limitée pour une intervention indépendante, de « se faire une place dans le nouvel ordre » était grandement accrue.

Dans de telles circonstances, la formulation « peuple-impérialisme » peut revêtir une fonction complètement différente ; non pas comme un outil pour critiquer le pouvoir et réorganiser la lutte contre lui, mais comme un outil pour justifier la proximité avec lui.

En d'autres termes, le véritable glissement ici consiste à passer de l'analyse de la contradiction au choix d'une position.

2.4. La critique de Mansoor Hekmat à l'égard du soi-disant « socialisme populiste » : juste, mais ahistorique !

À ce stade, la critique du courant des « combattants communistes », rédigée par Mansoor Hekmat sous le titre « Les trois sources et les trois composantes du socialisme populiste iranien » en aban 1359 [=novembre 1980], est à un certain niveau tout à fait justifiée, voire nécessaire.

Cette critique montre avec pertinence comment, dans certaines interprétations de la contradiction « peuple – impérialisme », l'impérialisme est dissocié du capitalisme et compris comme un « facteur extérieur » ; et comment cette dissociation ouvre précisément la voie à une forme de réhabilitation ou de blanchiment du capitalisme national.

En particulier, dans un passage de « Les trois sources et les trois composantes... », cette critique est exprimée en termes vifs mais clairs : les « socialistes populistes » se fondent non pas sur la base d'une analyse marxiste, mais simplement dans la poursuite d'une accumulation d'expérience. Par conséquent et avec un certain retard, il y a la conclusion que ces forces auparavant placées dans le camp « populaire » seraient en fait contre-révolutionnaires.

La dérive vers le socialisme utopique – c'est-à-dire considérer la « bourgeoisie nationale » ou le « clergé anti-Shah et anti-américain comme une petite bourgeoisie radicale » comme faisant partie du front populaire – n'est pas seulement possible, mais inévitable, si l'on part du postulat de la « contradiction entre le peuple et l'impérialisme ».

Nous avons dit que si tel était le cas, toutes les forces qui utilisaient cette formulation devraient suivre une seule et même voie. Ce simple fait remet en question toute la thèse de la « nécessité ». Nous avons affaire à une possibilité, pas à un destin prédéterminé. Mais le point le plus profond de la critique de Hekmat se situe au niveau épistémologique.

Dans son récit, et dans ce qui devint plus tard connu sous le nom de « communisme-ouvrier », il y a une ironie constante dans sa rencontre avec ce qui est appelé le « socialisme populiste » : que « cela aurait pu être compris dès le début » ; que « toute cette expérience sanglante n'était pas nécessaire ». et qu'une analyse marxiste « correcte » aurait pu prédire à l'avance le cours de ces forces.

Cette affirmation, en apparence, est une défense de la « méthode scientifique » (le marxisme plutôt que le feuerbachisme), mais dans la pratique, elle aboutit à une formulation problématique, selon laquelle on pourrait prétendument parvenir à une compréhension complète et infaillible de la réalité sans s'engager dans la pratique, sans naviguer à travers les contradictions réelles, et uniquement par le biais de l'« abstraction scientifique ».

C'est précisément là que la critique de l'« empirisme » dans la conception *narodnik* [courant intellectuel russe de populisme paysan] du socialisme elle-même glisse vers une forme d'« abstractionnisme ».

Ici, le marxisme est compris comme un appareil prédictif, et non comme une méthode d'engagement avec la réalité ; c'est-à-dire une méthode dans laquelle la théorie et la pratique se corrigent constamment l'une l'autre dans une relation dialectique.

Il convient ici d'opérer une distinction subtile : ce que critique le communisme-ouvrier, c'est l'« empirisme », c'est-à-dire l'accumulation de données sans cadre théorique.

Mais ce qui existe dans la tradition de la guérilla — dans l'expérience jusqu'en 1980 —, c'est la « praxis », c'est-à-dire l'engagement actif avec la réalité, avec la possibilité d'une réévaluation théorique. Les deux ne sont pas identiques.

La formulation du communisme-ouvrier repose sur une hypothèse cachée : celle selon laquelle on peut partir d'un « point de départ pur » (d'une compréhension marxiste complète de la contradiction entre le travail et le capital) et, à partir de là, sans déviation, aboutir à la pratique révolutionnaire.

Mais l'histoire de la Gauche (tant au niveau national que mondial) ne corrobore pas cela.

Les formulations fondées sur la « contradiction entre le travail et le capital » ont également dérivé à maintes reprises vers le réformisme, l'économisme, voire la passivité politique, et continuent de le faire.

Bon nombre des forces étudiantes du mouvement « DAB » (Étudiants démocrates et égalitaires), qui s'appuyaient sur cette formulation même, sont aujourd'hui devenues des « gauchistes de l'Axe de la Résistance ».

L'approche « communiste-ouvrière » peut-elle expliquer comment un adepte de la « conception marxiste de la contradiction entre le travail et le capital » peut, parfois, en s'appuyant sur la littérature du mouvement lui-même, sombrer dans une conception du « socialisme populiste » ?

On pourrait dire que la critique du « travaillisme » de ce qu'il appelle le « socialisme populiste » est valable, dans la mesure où elle met en évidence certaines de ses erreurs réelles.

Toutefois, cette critique, dans la mesure où elle se reconstitue en une position « supérieure » et « déjà savante », tombe dans la même erreur qu'elle critique, à savoir, rompre son lien avec la pratique et transformer le marxisme en un appareil prédictif descendant.

C'est là que nous devons revenir à ce principe simple : dans le marxisme, la connaissance n'est pas la condition préalable absolue de l'action, mais son résultat et, en même temps, sa condition de reproduction.

La question n'est pas de savoir qui « savait d'avance », mais plutôt quel appareil a la capacité d'autocritique, au cœur même de la pratique. Si nous acceptons ce critère, on ne peut plus simplement rejeter toute une tradition comme « erronée dès le départ » en s'appuyant sur un jugement a posteriori.

Tout comme la nature récupératrice et répressive des expériences du « socialisme réel » a conduit de nombreux marxistes à affronter la vague d'abandon du marxisme, en réaffirmant la tradition révolutionnaire du marxisme à travers des réinterprétations précises et divergentes.

Le débat ne porte donc pas sur un sentiment nostalgique pour un passé passionné, mais sur la manière dont on peut réaffirmer une tradition théorique de l'intérieur même de celle-ci, face à ce qu'on appelle sa déformation.

Marx lui-même s'est attelé à cette tâche face à ce qu'il appelait le lassallisme, Luxemburg contre Bernstein, Lénine contre Kautsky, Lukács contre l'anti-hégélianisme au sein du marxisme, et ainsi de suite.

3. L'utilisation abusive de l' « axe de la résistance » : la résurgence d'une formulation conditionnée par l'histoire au service de la bourgeoisie

Afin de montrer pourquoi la formulation de l' « axe de la résistance », bien qu'elle s'appuie sur certaines données factuelles, aboutit à une conclusion inversée, il faut nécessairement prendre du recul.

Le problème est qu'ils s'accrochent à une réalité historique — une réalité qui, à une certaine phase du développement capitaliste, y compris dans l'expérience des pays périphériques, a permis de distinguer la « bourgeoisie nationale » de la « bourgeoisie compradore » — mais ils appliquent cette réalité dans un cadre qui non seulement ne correspond pas aux conditions actuelles, mais devient en fait un outil pour justifier une configuration contemporaine du pouvoir.

Une configuration dans laquelle une institution comme les Gardiens de la révolution est positionnée comme la « bourgeoisie nationale » et des organismes tels que la Chambre de commerce comme « compradore ».

Par conséquent, pour démêler les nœuds du débat, il faut retracer le processus historique de la transformation du capitalisme lui-même : d'une phase où l'on peut parler d'une division interne de la bourgeoisie en blocs relativement distincts, à une situation où, avec l'enchevêtrement des circuits d'accumulation, cette distinction cède la place à une totalité unique et en réseau du capital.

Ce n'est qu'à travers cette reconstruction historique que l'on peut montrer pourquoi la résurgence de ces vieilles catégories sert aujourd'hui à justifier le capitalisme oppressif au pouvoir, plutôt qu'à l'éclairer.

3.1. Brève histoire de la bourgeoisie : de la contradiction entre deux blocs bourgeois à l'imbrication des circuits

Pour comprendre pourquoi la distinction entre bourgeoisie « nationale » et bourgeoisie « compradore » revêtait autrefois une réelle importance, il faut remonter au moment historique de la formation du capitalisme.

Une époque où le capital n'avait pas encore atteint le niveau de concentration et d'imbrication qu'il connaît aujourd'hui, et où les contradictions au sein même de la bourgeoisie se manifestaient sous des formes relativement « figées ».

En Angleterre du XVIIIe et du début du XIXe siècle, cette contradiction est clairement visible.

La bourgeoisie commerciale — qui opérait au sein des réseaux coloniaux — avait intérêt à importer des marchandises bon marché, telles que des tissus en provenance d'Inde, et à les vendre sur les marchés nationaux et étrangers.

En revanche, la bourgeoisie industrielle émergente, qui prenait forme dans des villes comme Manchester et Birmingham, avait besoin de la protection du marché intérieur et de la création d'un monopole sur la production.

Cette contradiction était le conflit entre deux « logiques d'accumulation » différentes : l'une fondée sur la circulation et le commerce, l'autre sur la production industrielle.

C'est pourquoi, durant cette période, les politiques économiques (telles que les droits de douane et les lois sur les importations) constituaient directement le terrain de lutte entre ces deux fractions de la bourgeoisie.

Mais cette contradiction même, avec l'établissement de l'hégémonie du capital industriel dans la métropole, s'est progressivement déplacée sur la scène mondiale. Autrement dit, ce qui existait auparavant en Angleterre comme une contradiction entre la bourgeoisie commerciale et la bourgeoisie industrielle est devenu une relation entre le centre et la périphérie.

Les pays industrialisés sont devenus des centres de production, et les colonies ou semi-colonies sont devenues des fournisseurs de matières premières et des marchés de consommation. À ce stade, la politique menée consistait à détruire ou à affaiblir la production nationale dans la périphérie et à l'intégrer dans la division mondiale du travail en tant que fournisseur de matières premières et consommateur de biens industriels.

C'est dans ce contexte que l'on peut parler de la formation d'une « bourgeoisie nationale » dans de nombreux pays périphériques, y compris au Moyen-Orient.

Cette bourgeoisie, généralement active dans les secteurs productifs naissants (ateliers, industries légères, production nationale), voyait ses intérêts entrer en conflit avec l'influence du capital étranger et des produits importés.

En revanche, des couches de marchands, d'intermédiaires et d'élites politico-économiques ont émergé, dont les intérêts étaient directement liés aux importations, au courtage et aux liens avec le capital étranger ; c'est-à-dire ce que la littérature classique a appelé la « bourgeoisie compradore ».

En Iran, de la fin de la période Qajar à l'ère de Pahlavi Ier, cette contradiction s'observe sous diverses formes : du conflit entre les producteurs nationaux et les commerçants dépendants des importations, aux efforts du gouvernement pour établir des industries nationales face aux pressions du commerce extérieur.

À ce stade, la distinction entre les forces cherchant à développer la production nationale et celles agissant en tant qu'intermédiaires au sein du commerce mondial était réelle et matérielle — et non pas simplement une construction théorique.

Marx, dans les *Manuscrits économiques et philosophiques de 1844*, dans trois notes sur le « travail salarié », « Profit du capital » et « Rente foncière », identifiait respectivement les trois classes de « travailleur » (propriétaire de la force de travail), « capitaliste » (propriétaire du capital) et « propriétaire foncier » (propriétaire de la terre), mais il montre ensuite comment le « capitaliste » lui-même se transforme en « propriétaire foncier », et inversement, les deux fusionnant en une seule classe.

Cependant, ce tableau s'est progressivement transformé avec l'approfondissement des relations capitalistes — en particulier à partir de la seconde moitié du 20^e siècle.

Ce qui a provoqué cette transformation n'était pas simplement la « croissance » du capital, mais un changement dans sa forme même d'organisation : la fusion des capitaux industriel, financier et commercial en grandes sociétés, banques et conglomérats ; l'expansion des chaînes de valeur à l'échelle mondiale ; et la transformation des États en acteurs actifs du processus d'accumulation.

Dans ces circonstances, on ne peut plus parler de « secteurs indépendants » de la bourgeoisie dont les intérêts seraient durablement en conflit les uns avec les autres.

Le capital industriel ne peut fonctionner sans le capital financier ; le capital commercial est mis au service de la réalisation de la valeur de la production industrielle ; et l'État, en tant que garant des conditions d'accumulation, s'intègre lui-même dans ce réseau.

Il en résulte la formation de ce que l'on pourrait appeler une bourgeoisie « en réseau » ou « multicircuite » : une classe au sein de laquelle un même acteur peut être simultanément présent dans l'industrie manufacturière, le commerce, la finance et l'immobilier.

Dans l'Iran contemporain, cette situation est clairement observable.

Les grandes institutions et entreprises — y compris celles de type quasi-gouvernemental — sont simultanément présentes dans des projets industriels, des activités bancaires, les importations, la sous-traitance et le marché des capitaux.

C'est pourquoi tenter de les distinguer en « nationale » et « comprador » revient, en pratique, à découper un tout intégré en composantes imaginaires.

Ainsi, alors qu'à une certaine période de l'histoire, la formulation « bourgeoisie nationale/compradore » reposait sur une réalité matérielle – celle d'un capitalisme émergent et fragmenté –, nous sommes aujourd'hui confrontés à une situation où cette catégorisation a perdu toute pertinence.

Ce qui subsiste, ce n'est pas la contradiction entre « deux types de bourgeoisie », mais les contradictions internes d'une classe unique qui opère au sein de différents circuits d'accumulation. Et c'est précisément à ce stade que la résurgence de cette vieille distinction cesse d'être un outil d'analyse pour devenir un outil idéologique : un outil permettant de présenter une partie de cet ensemble très intégré comme « nationale » et « populaire ».

3.2. Que nous apprend le cas de l'Iran ?

Auparavant, dans l'article « Rester dans le labyrinthe des catégories » (Shahrivar 1397 [=août-septembre 2018]), consacré à une critique de Mohammad Maljoo, j'avais abordé, d'une autre manière, les raisons pour lesquelles, à notre époque, la séparation entre la bourgeoisie industrielle et la bourgeoisie prétendument commerciale est erronée.

Et j'avais également expliqué comment fonctionne le mécanisme d'argumentation fondé sur cette séparation, en introduisant le concept de « financierisme audacieux » en tant que source de la crise économique nationale, contribue à une forme de « croissance capitaliste » et à la perte des objectifs de la lutte.

À cette fin, je m'étais appuyé sur les précieuses recherches de Sohrab Shabhang, intitulées « Les classes de la société capitaliste et les caractéristiques de la structure économique et sociale de l'Iran », qui reposent sur un fondement théorique et statistique. Je citerai ici un bref extrait de cette formulation.

La bourgeoisie commerciale en Iran est présente dans au moins trois secteurs.

L'achat et la vente de marchandises provenant de petits producteurs, qui opèrent dans des conditions soit non capitalistes, soit indirectement dominées par le capital (comme les noix et les tapis).

La circulation de biens de consommation importés qui n'entrent pas dans le cycle de production national, et les revenus tirés de leur vente ne sont pas non plus réinjectés dans ce cycle.

La circulation de biens produits de manière capitaliste, ou de matières premières et de biens intermédiaires destinés à la production capitaliste.

Le secteur tertiaire s'est approprié une part beaucoup plus importante des importations.

Il est vrai que, malgré la prépondérance du capital productif, de vastes domaines ont été laissés ouverts au capital commercial, et les acteurs de ce domaine exercent une influence significative sur les organes étatiques et gouvernementaux, imposant leurs points de vue sur les politiques économiques, financières et monétaires, ainsi que sur le fonctionnement du système bancaire et l'octroi de crédits et de facilités.

Cependant, l'engouement croissant observé au cours de la dernière décennie pour la création de banques et d'institutions financières et de crédit a été entièrement motivé par la nécessité de financer des projets industriels afin de générer des rendements sur les dépôts.

En effet, la partie du capital spéculatif qui génère des profits est essentiellement le capital bancaire, qui est étroitement lié à la production capitaliste en Iran.

Le long article de Ramin Mohtashamnejad, « L'économie politique du capitalisme iranien », documente cette imbrication ; il montre comment les grands groupes industriels appartenant à des institutions étatiques, quasi-étatiques et publiques non gouvernementales n'ont pas manqué les diverses opportunités spéculatives créées par les conditions objectives des années 1990.

Parallèlement à leurs activités productives et industrielles, ils se sont tournés vers le courtage et ont créé des sociétés d'investissement et diverses institutions financières, telles que des établissements de crédit ou des sociétés commerciales, afin de tirer parti d'opportunités telles que la politique de privatisation d'après-guerre, les nouvelles concessions et licences pour la construction de gratte-ciel et de lotissements, la réouverture de la bourse en 1989, le retour à un taux de change multi-devises ou l'accès sélectif au crédit bancaire (grâce à leurs relations).

Les groupes industriels susmentionnés sont à la recherche de nouveaux centres d'investissement et de profit plus vastes, permettant ainsi la transition d'une « accumulation primitive » vers une « accumulation extensive » du capital.

C'est pour cette raison que les banques privées ont poussé comme des champignons les unes après les autres depuis 1999.

Avec le début du processus d'attraction des dépôts de la population, en échange d'un taux d'intérêt réel très faible, ceux-ci ont été canalisés vers des circuits de capital en expansion : circuits commerciaux (par exemple, les chaînes de magasins), circuits de capital financier et bancaire (par exemple, les activités de change), circuits immobiliers (par exemple, la construction de tours), et même circuits sportifs (clubs rentables).

À cet égard, la Ghadir Investment Company est un bon exemple.

Cette société était la plus grande société d'investissement de la Bourse de Téhéran, elle a été affiliée à la Banque Pasardar pendant des années, puis transférée à l'Organisation de la sécurité sociale des forces armées (SATA) en 2008.

Le groupe susmentionné a organisé les différentes formes de capital en créant plusieurs holdings : la Power and Power Plant Holding Company, la Ghader Petrochemical Holding Company, la Mining Holding Company, la Ghader Industries Holding Company (Acier et Automobile), la Ghader Construction Holding Company, la Ghader Cement Holding Company, la Transport Holding Company et la Ghader Financial and Commercial Holding Company.

Sur la base de ces mêmes documents, Motameden-Nezhad souligne à juste titre que l'incapacité à comprendre cette présence omniprésente d'une institution bourgeoise dans les différents circuits du capital conduit certains (comme Raghef) à croire à tort que le capitalisme n'existe pas en Iran, et que ce qui existe n'est qu'une répartition arbitraire des richesses dans le cadre d'un quasi-« capitalisme de copinage » entre les groupes d'acteurs (ce que Wahabi, par exemple, qualifie d'« économie prédatrice » via « Anfal », ou ce qu'Etemadi appelle le « néo-féodalisme »).

Il en conclut donc que le capitalisme iranien d'aujourd'hui est un système économique dont les différents secteurs (capital industriel, commercial, monétaire, bancaire, financier, immobilier et de courtage) constituent les maillons d'une chaîne unique, cohérente et indivisible.

Or, c'est précisément là que la contradiction de la formulation de « l'axe de la résistance » apparaît.

Si le capital en Iran présente une telle structure, alors l'affirmation selon laquelle une partie de celui-ci est « nationale » (par exemple, les Gardiens de la révolution), et une autre partie « compradore » (par exemple, la Chambre de commerce), n'est défendable que si ces parties peuvent être véritablement séparées l'une de l'autre.

Or, nous avons vu que les données empiriques montrent précisément le contraire. En pratique, voici ce que nous constatons :

- l'institution même qualifiée d'« industrielle » est également active dans des entreprises financières et commerciales ;

- la banque même accusée de « recherche de rente » investit également dans la production industrielle ;

- et les holdings mêmes présentées comme « nationales » sont imbriquées dans des réseaux mondiaux d'importation et financiers.

Quelle en est la conclusion ? Pour maintenir cette formulation, on est contraint de donner au capital un visage à deux faces : à un moment « productif » et à un autre « improductif » ; à un niveau « national » et à un autre « compradore » !

De toute évidence, il ne s'agit plus d'une analyse ; il s'agit plutôt de la dissection d'un tout unique pour soutenir une prémisse théorique qui justifie les relations de domination.

Une partie de cette erreur découle de la manière dont une distinction réelle de l'économie politique marxiste est employée : la distinction entre travail productif et improductif, ou, par extension, entre capital productif et improductif.

Cette distinction est clairement abordée dans les *Grundrisse* et *Le Capital*, et a fait l'objet de nombreux commentaires, mais dans son essence, cette catégorisation n'est pas faite pour diviser la bourgeoisie en deux camps politiques, mais pour analyser la production et la réalisation de la valeur.

Dans le cadre théorique de Marx, un capitaliste peut participer à la production de la valeur à un moment donné, et à sa circulation ou à sa réalisation à un autre. Il s'agit d'une distinction fonctionnelle au sein d'un tout unique, et non d'une démarcation entre deux types de bourgeoisie (dont l'un serait bon et l'autre mauvais).

Cependant, dans la formulation de l'« axe de la résistance », cette distinction subit un saut illicite et est élevée du niveau de l'analyse économique à celui de la politique de classe.

3.3. La bourgeoisie compradore : une erreur analytique ou un « fantasme de préservation du père »

Nous avons ici affaire à un mécanisme psycho-idéologique qui n'est pas simplement une erreur analytique ; il y a également un déplacement du désir et un déni à l'œuvre.

Le sujet de l'axe de la résistance, au niveau du discours, parle constamment de l'« oligarchie », de la « bourgeoisie compradore », de la « chambre de commerce », des « néolibéraux » et des « pro-OTAN », mais c'est précisément grâce à cela qu'il peut dissimuler sa relation à l'ensemble de l'ordre capitaliste dominant.

En attaquant constamment une partie du capital, il s'absout de la responsabilité de défendre l'ensemble du capital. En d'autres termes, sa critique sélective des « oligarques » lui permet d'occulter son véritable rôle : celui, en pratique, de blanchir un régime anti-ouvrier et anti-gauche au nom de l'anti-impérialisme.

Dans cette perspective, avec la « bourgeoisie compradore », il s'agit moins d'une catégorie analytique que d'un objet psychologique de projection ; un réceptacle dans lequel toute la crasse du capitalisme est déversée afin que le reste de l'ordre — c'est-à-dire l'État, la sécurité, l'armée et le capitalisme monopolistique qu'il privilégie — puisse continuer à se présenter sous un visage « populaire », « pro-pauvres » et « anti-impérialiste ».

Le sujet de l'axe de la résistance, sur cette base, ne se voit pas comme un rouage dans la justification d'un capitalisme effréné, mais comme un sauveur bienveillant qui veut sauver le capitalisme des mains d'éléments de gauche mauvais, infiltrés, occidentalisés, adeptes de la Chambre de commerce, cléricaux, néolibéraux, pro-OTAN, féministes, ethnicistes et dégénérés.

Tel est son fantasme central : le régime est, dans ses fondements mêmes, anti-impérialiste, populaire et potentiellement libérateur ; il suffit de le purger de la contamination des éléments indésirables.

Par conséquent, chaque fois que la réalité concrète de la répression, de l'exploitation, des exécutions, de l'emprisonnement, de la privatisation, de la sous-traitance, de la suppression des salaires, de l'écrasement du syndicalisme, de l'oppression des femmes, de la répression des nationalités et de l'élimination de la gauche est mise à nu sous ses yeux, un mécanisme de défense se déclenche immédiatement.

Il s'agirait soit de l'œuvre d'infiltrés, soit d'une erreur isolée, soit du résultat de la pression impérialiste, soit « il ne faut pas en faire tout un plat pour l'instant », soit « nous ne devons pas faire le jeu de l'ennemi ».

Aux yeux de cette foule, les potences et les balles que le régime destine aux manifestants prennent toutes une signification anti-impérialiste. Et si quelqu'un déplore ces potences et ces balles, c'est qu'il doit être soit un « pro-OTAN », soit une victime de la propagande ennemie.

Le « pro-OTAN », dans leur imagination, a lui aussi un corps infiniment élastique : du réformiste pro-gouvernemental défendant Rohani et Zarif ainsi que la bourgeoisie de la Chambre de commerce, au travailleur manifestant berné, à l'intellectuel de gauche, à la féministe défendant la soi-disant « révolte de Jina », au nationaliste ethnique séparatiste, et à quiconque ose dire : « La répression est la répression, même si celui qui réprime crie "Mort à l'Amérique" ».

Dans cet état d'esprit, la République islamique anti-impérialiste n'a rien à voir avec les travailleurs, les femmes, les féministes, les véritables gauchistes et les critiques bien intentionnés ; et s'il y a eu une répression, elle doit être l'œuvre du sionisme et des agents d'influence de l'impérialisme au sein de l'appareil sécuritaire et militaire, qui cherchaient à discréditer le régime.

S'il s'avère par la suite qu'il n'y avait pas d'infiltrés, la réponse est toute prête : oui, c'était une erreur ; même les régimes les plus anti-impérialistes ne sont pas à l'abri de l'erreur.

La critique est nécessaire, mais pas d'une manière dont l'ennemi puisse tirer parti. Il ne faut pas faire une montagne d'une taupinière, par exemple en exagérant le nombre d'exécutions.

C'est précisément là que la critique politique doit être liée à la critique psychanalytique.

Le sujet de l'axe de la résistance ne peut pas affronter la vérité selon laquelle son objet d'amour, l'État anti-impérialiste imaginaire, est en fait le même État capitaliste oppressif.

Il crée donc une fracture entre « le système » et « les erreurs du système » ; il établit une distinction entre « l'essence anti-impérialiste » et « le mauvais comportement de certains éléments » ; il sépare la « répression structurelle » de « l'erreur individuelle ».

Ces divisions ont une fonction psychologique claire : préserver l'amour pour l'objet. Il doit pouvoir continuer à aimer le système en tant que sujet historique de l'anti-impérialisme, sans être contraint de voir le sang de l'ouvrier, de la femme, du manifestant, du prisonnier politique et de la gauche réprimée sur les mains de cet objet même.

Il impute donc ce sang à l'infiltré, au libéral, au pro-OTAN, à une erreur exécutive ou aux conditions de la guerre.

Pour cette raison, sa position n'est jamais simplement une « analyse géopolitique » ; c'est une sorte de loyauté émotionnelle envers un père autoritaire qui, même s'il frappe fort, doit toujours être présumé bien intentionné au fond de lui-même : si le père a frappé, c'était sûrement pour une bonne raison ; s'il a frappé trop fort, c'est la faute des mauvais conseillers qui l'entourent ; s'il a tué, les circonstances étaient difficiles ; s'il a tué à nouveau, il faut veiller à ne pas laisser l'ennemi en tirer profit.

C'est là que l'anti-impérialisme se transforme d'une politique libératrice en une théologie patriarcale de l'État : l'État peut se tromper, mais son essence est pure ; il peut opprimer, mais son orientation est juste ; il peut écraser le travailleur, mais dans sa totalité historique, il est l'ami des opprimés.

Un mécanisme complémentaire est également à l'œuvre ici : toute critique qui cherche à analyser l'État existant non pas comme un « vaisseau matériel de survie », mais comme un État spécifiquement capitaliste, axé sur la sécurité et répressif, est immédiatement accusée, sous des apparences postcoloniales, d'être captive d'une perspective eurocentrique, anti-étatique et colonialiste.

Un exemple clair de cela est la logique qui prétend que les intellectuels de gauche, en séparant le « régime » du « peuple », sont en réalité complices du projet colonialiste d'apolitisation et d'élimination de la politique ; par conséquent, il faut accepter la « responsabilité de la souveraineté » et, en quelque sorte, s'appropriier la République islamique.

Mais c'est là qu'une erreur décisive se produit : partant de la proposition correcte selon laquelle « le Sud global est sans défense sans État et sans infrastructure défensive contre l'impérialisme », ils concluent soudainement qu'il faut donc défendre cet État bien réel,

avec sa division de classe, très sécuritaire et anti-ouvrière (voir les positions d' « Amir Khorasani » [chercheur marxiste iranien contemporain] ou d'« Omid Mehrgan » [philosophe post-marxiste]).

Ils ignorent délibérément que la question n'est pas la négation abstraite de l'État, mais plutôt la distinction entre la nécessité de l'État et la sanctification de l'État existant.

Par conséquent, l'accusation d' « eurocentrisme » revêt ici une fonction défensive : chaque fois que l'oppression des travailleurs, des femmes, des gauchistes, des minorités ou des manifestants est évoquée, la réponse est que « vous ne comprenez pas la situation du Sud, tout comme la gauche européenne habituée à la sécurité ».

De cette manière, la critique de l'État est étouffée au nom de l'anticolonialisme.

Le sujet de l'axe de la résistance, avec cette même posture postcoloniale, reconstruit la même théologie patriarcale : le père peut être violent, il peut commettre des erreurs, il peut frapper, mais dans un monde plein de loups, il est notre refuge historique ; donc, pour l'instant, nous ne devons pas trop nous attarder sur les blessures qu'il inflige.

C'est précisément ce fantasme qui permet au sujet de l'axe de la résistance de se ranger simultanément du côté du capitalisme effréné et de se considérer comme le défenseur des opprimés.

Le problème n'est donc pas simplement que ce courant se trompe dans son analyse du capitalisme iranien ; le problème est que, par le biais d'un fantasme politique, il s'est privé de la capacité de voir la réalité.

Tout témoignage contre le régime est transformé en témoignage contre ses infiltrés, chaque répression en erreur tactique, chaque manifestation ouvrière en projet ennemi ; chaque cri de femme en complot libéral-impérialiste ; chaque critique de gauche en gauchisme pro-OTAN.

Un tel sujet ne répond pas à la réalité ; il la réécrit constamment afin que son objet chéri ne soit pas mis à mal. Et c'est précisément pour cette raison qu'il est dangereux.

4. La fin de la bourgeoisie nationale et la remise en cause de la conception de l'impérialisme

Samir Amin [économiste franco-égyptien très connu dans les années 1970-1980 pour sa théorie du capitalisme mondial opposant centre et périphérie], dans le cinquième chapitre de son ouvrage « Le sous-développement » (1990), intitulé « Un développement alternatif pour l'Afrique et le Tiers-Monde », affirme que l'histoire a montré qu'à notre époque, la bourgeoisie nationale ne peut plus jouer le même rôle que celui qu'elle a joué au XIXe siècle en Europe, en Amérique du Nord et au Japon.

« L'expansion mondiale du capitalisme, dans la périphérie, s'accompagne d'une inégalité croissante dans la répartition sociale ; tandis que dans les centres du

système, les conditions d'une moindre inégalité sociale et (stabilité de la distribution comme base d'un consensus démocratique) émerge.

La bourgeoisie de la périphérie étant incapable de contrôler le processus d'accumulation locale et, pour cette raison [le processus d'accumulation locale] reste un processus qui doit constamment s'adapter aux contraintes de l'accumulation mondiale ; le projet d'établir un État-nation bourgeois est fondamentalement sapé par des facteurs externes défavorables, et s'avère non seulement imparfait mais tout à fait impossible.

Par conséquent, l'État périphérique est nécessairement autoritaire en raison de sa faiblesse.

Pour survivre, cet État est contraint de s'abstenir de s'opposer aux puissances impérialistes dominantes et de chercher à améliorer sa position internationale en tenant compte de ses partenaires périphériques plus vulnérables.

La conclusion est que la démocratie sociale et politique et la solidarité internationale des peuples exigent que nous abandonnions le mythe de la « bourgeoisie nationale » et que nous remplacions le programme « national-bourgeois » par un programme « national-populaire ». (Samir Amin, « Développement alternatif pour le Tiers-Monde »)

Si l'on prend ce point de départ au sérieux, ce que l'on voit aujourd'hui dans les discours du Front de la Résistance n'est pas simplement une erreur d'analyse, mais une sorte de retour à un concept que la réalité historique elle-même a rendu obsolète.

La question n'est pas de savoir quelle fraction de la bourgeoisie est « nationale » et laquelle est « compradore » ; il s'agit plutôt du fait que cette distinction même a perdu toute pertinence dans les conditions d'un capital intégré à l'échelle mondiale.

À partir de là, on peut aller plus loin : la même erreur qui apparaît au niveau national sous la forme d'une scission de la bourgeoisie se manifeste au niveau mondial sous une autre forme — cette fois-ci dans l'attribution d'un caractère « anti-impérialiste » à certaines puissances capitalistes (telles que la Chine) par opposition à d'autres (telles que les États-Unis).

En d'autres termes, tout comme au niveau national une partie du capital est sacralisée en tant que « nationale », au niveau mondial une partie du capitalisme est présentée comme « émancipatrice ».

C'est dans ce cadre que nous devons aborder cette contradiction : comment est-il possible que, au sein de la logique unifiée du capitalisme mondial, l'« anti-impérialisme » puisse être compris comme une caractéristique intrinsèque d'une partie de ce même système ?

La réponse à cette question montre précisément que ce qu'on appelle « anti-impérialisme » n'est, dans de nombreux cas, rien d'autre qu'une reformulation des luttes internes du capital dans le langage de la morale et de la politique.

C'est précisément là que le problème commence, à savoir, lorsque la concurrence entre les puissances capitalistes, au lieu d'être comprise dans la logique de l'accumulation, est présentée comme une confrontation entre le « bien » et le « mal ».

4.1. La castration du concept d'impérialisme : quand l'hégémonie américaine remplace l'analyse du capitalisme mondial.

La conception de l'impérialisme de l'Axe de la Résistance est une conception morale, centrée sur l'État et spécifique à un lieu.

Dans cette optique, l'impérialisme désigne l'agression militaire américaine, la domination du dollar, les coups d'État, les sanctions, les porte-avions, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les pétrodollars.

Tous ces éléments sont réels, mais le problème est qu'ils constituent des manifestations de l'impérialisme, et non le concept d'impérialisme lui-même.

L'erreur des essentialistes est de prendre la laideur flagrante de l'impérialisme américain pour en construire une définition empirique et morale de l'impérialisme, puis d'exclure de la sphère de l'impérialisme toute puissance capitaliste qui ne reproduit pas exactement les mêmes formes américaines de domination.

C'est en ce sens qu'ils demandent : « Où la Chine a-t-elle organisé un coup d'État ? Où a-t-elle envoyé un navire de guerre ? Où dispose-t-elle d'une monnaie mondiale ? ».

Mais cette question elle-même trahit une pauvreté théorique. Car l'impérialisme, dans le marxisme, n'est pas une liste des méfaits d'un État ; c'est la forme historique des relations entre le capital, l'État, la concurrence mondiale, le transfert de valeur, la hiérarchie mondiale et la violence politique.

Si l'on part de Michael Kidron [1930-2003, économiste trotskiste figure historique du trotskisme britannique] et de la tradition qu'il représente – dont la voie est poursuivie par [Chris] Harman et [Alex] Callinicos –, la force de leur analyse réside dans le fait qu'ils relient l'impérialisme non seulement à la politique étrangère des États, mais aussi à la concurrence capitaliste organisée à l'échelle mondiale.

Bien que Kidron, tout en insistant sur le fait que l'impérialisme n'est pas le « stade suprême » mais un stade du capitalisme, se concentre sur la concentration du capital, le capital financier, l'exportation de capitaux, la colonisation et la concurrence entre les puissances.

C'est-à-dire qu'il montre que l'impérialisme émerge à un moment où le capital ne tient plus dans les frontières nationales et où les États deviennent les médiateurs et organisateurs nécessaires de la concurrence mondiale. Dans cette perspective, on ne peut pas disculper la Chine en lui posant la question : « La Chine a-t-elle occupé l'Irak comme l'ont fait les États-Unis ? ».

La bonne question est : quelle est la position de la Chine dans l'organisation contemporaine du capital mondial ? Joue-t-elle un rôle décisif dans les chaînes de valeur mondiales, l'exportation de capitaux, la concurrence technologique, le contrôle des ressources, le piégeage de la dette, les projets d'infrastructure et la réorganisation de la division mondiale du travail, ou non ?

Si la réponse est oui, alors la Chine n'est plus simplement « un pays développé opprimé », mais une puissance capitaliste en pleine ascension, qui promeut sa propre forme particulière d'intervention, d'influence, d'accumulation et de concurrence.

[Leo] Pannitch et [Sam] Gindin [= deux théoriciens marxistes canadiens], malgré toutes les critiques que l'on pourrait adresser à leur théorie de « l'empire informel américain », soulignent clairement un point important : l'impérialisme contemporain doit être compris à travers le rôle des États dans l'organisation et la garantie des conditions mondiales d'accumulation.

Ils soutiennent que pour comprendre l'impérialisme, il faut examiner comment les États facilitent, organisent et garantissent l'expansion internationale des relations sociales capitalistes, des marchés et des droits de propriété privée.

Dans cette perspective, les États-Unis, en vertu de leur position hégémonique, ont construit et maintenu l'architecture juridique, financière, militaire et institutionnelle du capitalisme mondial.

Cependant, cette analyse, contrairement à l'interprétation des centralisateurs, ne signifie pas que seule l'Amérique puisse être impérialiste. Elle signifie plutôt que chaque puissance doit être jugée sur son rôle dans la reproduction de l'ordre capitaliste mondial, et non sur ses postures anti-américaines.

Meiksins Wood [historienne universitaire marxiste anglaise] nous montre que l'histoire de l'impérialisme capitaliste se distingue de celle des empires précapitalistes. Le capitalisme peut exercer une domination sans occupation directe, par le biais du marché, de la coercition économique, de la propriété, de la dette, du commerce et d'États en apparence indépendants.

Selon elle, le nouvel impérialisme opère précisément dans un monde où les relations internationales sont devenues largement capitalistes et sont régies par les impératifs du capitalisme.

Son argument est crucial pour critiquer l’Axe de la Résistance : si l’impérialisme ne se résume pas à des chars et à l’occupation, mais consiste également à exercer une domination par le biais des relations de marché, de l’investissement, de la dette et de la dépendance structurelle, alors la Chine doit également être jugée selon ces mêmes critères, et non sur la base de son action ou non selon le modèle militaire américain.

Harvey fournit également un outil important en distinguant la « logique territoriale du pouvoir » de la « logique capitaliste du pouvoir ». Tout en reconnaissant les graves problèmes que pose sa théorie du « néo-impérialisme », son idée de « solutions spatio-temporelles » montre que le capital a besoin d’expansion géographique, de projets d’infrastructure, d’appropriation de l’espace, de dette et de restructuration territoriale pour résoudre les crises de suraccumulation.

C’est précisément là qu’il faut comprendre la Chine : des initiatives comme la « Belt and Road » ne peuvent pas être simplement qualifiées d’« aide au Sud » ; ce sont simultanément des projets d’exportation de capitaux, de stabilisation des routes commerciales, d’absorption des surcapacités industrielles, de sécurisation de l’accès aux ressources et de création de sphères d’influence.

Cela ne s’accompagne peut-être pas de bombardements et d’occupation, mais cela ne se situe en aucun cas en dehors de la logique impérialiste du capital.

[L’économiste universitaire italien Giovanni] Arrighi ajoute une complexité supplémentaire au débat. Dans son livre « Adam Smith à Pékin » et dans son analyse de l’ascension de la Chine, il met l’accent sur la possibilité d’une voie de développement chinoise différente, une voie qui ne devrait pas être simplement assimilée au modèle occidental classique.

L’intérêt d’Arrighi pour nous réside dans le fait qu’il ne nous permet pas d’ignorer la différence entre la Chine et les États-Unis. Mais cette différence même ne nous donne pas le droit de moraliser positivement sur la Chine. Autrement dit, on peut admettre que le modèle chinois n’est pas le même que celui des États-Unis ou des pays occidentaux (par exemple, il n’a pas mis en œuvre de « thérapie de choc » au niveau national), sans pour autant conclure que la Chine est « émancipatrice ».

Les différences dans la forme d’intégration au capitalisme mondial, dans la stratégie de l’État et dans sa relation avec le marché mondial ne signifient pas une échappatoire à la logique du capital ni l’existence d’une intention en ce sens.

Même les textes qui défendent la Chine avec plus de bienveillance sont contraints d’admettre que la Chine s’est intégrée au capitalisme mondial « sans perdre le contrôle interne ». Cette contradiction est évidente dans l’analyse de Michael Roberts sur l’évaluation du développement économique de la Chine : d’un côté, la Chine a conservé le contrôle des « postes clés » de l’économie, mais de l’autre, elle s’est intégrée au capitalisme mondial.

C'est précisément là que l'argument central doit être remis en cause : un État fort, la planification, le contrôle des banques ou le fait d'éviter la thérapie de choc ne peuvent toujours pas être considérés comme des signes d'une évolution vers le socialisme.

Le capitalisme d'État, le capitalisme dirigé ou le capitalisme contrôlé par l'État reste du capitalisme si les rapports entre le travail et le capital, l'accumulation, la concurrence, le profit, le marché mondial et la production de valeur en constituent toujours le cœur.

C'est là que l'affirmation selon laquelle « la Chine est un capitalisme en transition vers le socialisme » doit être sérieusement critiquée.

Si la Chine compte des milliardaires, connaît la spéculation financière, une crise du logement, une dette colossale, des entreprises privées, l'exploitation des travailleurs migrants, la concurrence à l'exportation et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales, alors on ne peut plus la décrire comme étant en transition vers le socialisme simplement en invoquant le Parti communiste ou la supervision de l'État.

Michael Roberts lui-même se demande également comment une économie apparemment en transition vers le socialisme peut être compatible avec des milliardaires et une spéculation financière à grande échelle.

Le point aveugle de l'axe de la résistance est qu'il conçoit l'impérialisme non pas comme une relation, mais comme une localisation. L'Amérique est impérialiste parce qu'elle est « l'Amérique » ; la Chine n'est pas impérialiste parce qu'elle est « anti-américaine ».

Le marxisme rompt précisément avec cette conception fondée sur la localisation. L'impérialisme n'est ni « l'essence maléfique de l'Occident » ni un « trait culturel américain ».

C'est une forme historique de concurrence et de domination capitalistes à l'échelle mondiale. C'est pourquoi une puissance peut être en conflit avec les États-Unis tout en agissant elle-même selon une logique impérialiste.

Un conflit avec la puissance hégémonique n'est pas nécessairement un conflit avec l'impérialisme ; il peut très bien s'agir d'un conflit pour une part plus importante de l'ordre impérialiste.

Cela clarifie également la réponse à la question couramment posée par les centristes : « Si le Corps des Gardiens de la Révolution était disposé à s'intégrer dans la logique du capital mondial, comment expliquez-vous alors la fermeture du détroit d'Ormuz, qui a ainsi mis en danger l'économie politique de l'impérialisme ? Cette action n'a-t-elle pas paralysé le capitalisme mondial ? ».

La réponse est que perturber la circulation du capital n'est pas nécessairement une sortie de la logique du capital. Les guerres commerciales, les sanctions, la fermeture de voies de communication, les menaces énergétiques, les droits de douane et même les guerres régionales peuvent être des moments de concurrence au sein d'un même système.

Par conséquent, toute action qui perturbe la circulation du capital n'est pas anticapitaliste ; parfois, c'est précisément un outil de négociation pour s'assurer une meilleure position au sein de cette même circulation.

Provoquer de telles perturbations, c'est montrer aux autres concurrents la force du gouvernement, afin qu'ils comprennent de quoi il est capable et intègrent sa nouvelle position dans leurs propres calculs pour la poursuite de l'ordre capitaliste.

C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre les politiques de la République islamique et des Gardiens de la révolution.

Menacer le détroit d'Ormuz, soutenir un axe régional, aggraver les tensions avec les États-Unis ou se rapprocher de la Chine ne sont pas, en soi, des signes d'une volonté émergente de rompre avec la logique du capitalisme mondial.

Il s'agit de formes de politique de survie, de négociation géopolitique, d'évaluation d'une position régionale et d'une tentative de s'assurer une part dans la réorganisation de l'ordre mondial.

Un État qui a besoin des circuits mondiaux du capital pour ses ventes de pétrole, ses importations de matières premières, la stabilité de sa monnaie, ses investissements dans les infrastructures, ses transactions bancaires et ses contrats énergétiques et technologiques ne sortira pas de la logique du capital avec un slogan anti-américain ; il cherche simplement, par le biais d'un autre bloc, un moyen de se reproduire

Par conséquent, la Chine n'est pas une « alternative à l'impérialisme » pour la République islamique ; elle est plutôt l'une des voies possibles de réintégration dans le capitalisme mondial.

Tout comme la bourgeoisie nationale ne peut être divisée en « nationale » et « compradore », le capital mondial ne peut être divisé en « Amérique impérialiste » et « Chine libératrice ». C'est là l'émasculature même du concept d'impérialisme ; c'est-à-dire sa réduction d'une relation mondiale du capital à une morale géopolitique.

L'axe de la résistance, en voyant les crimes de l'Amérique, réduit l'impérialisme au comportement américain ; en voyant la différence de la Chine par rapport à l'Amérique, il absout la Chine de l'impérialisme ; et en voyant la contradiction de la République islamique avec l'Amérique, il positionne les Gardiens de la révolution comme une force anti-impérialiste.

Mais dans ces trois étapes, ce qui est effacé, c'est le capital lui-même.

Le capital en tant que relation mondiale, et non un drapeau, ni la géographie, ni la morale, ni l'Orient ou l'Occident.

4.2. De l'anti-impérialisme vers les rivages du socialisme !

En réponse à la formulation critique précédente concernant la conception déformée de l'impérialisme par l'Axe de la Résistance, on pourrait déjà la résumer comme suit.

Selon cette formulation, toute forme de résistance à l'impérialisme est fondamentalement impossible. Car tous les États sont engagés dans des relations capitalistes, et les conflits tels que celui de l'Iran avec les États-Unis ou celui de la Chine avec les États-Unis sont également considérés comme des rivalités intra-capitalistes.

Il faut donc dire que cette analyse est abstraite, car il est clair que la classe ouvrière, avec ses syndicats et ses partis communistes qui ne sont pas au pouvoir, ne peut pas s'opposer au dollar, au Fonds monétaire international et aux invasions occasionnelles des États-Unis.

Ce sont les États qui le peuvent. Il faut être capable de percevoir un spectre au sein du capitalisme : des États moins engagés dans la logique du capital et d'autres qui le sont davantage.

Et oui, il est clair que les moins engagés peuvent être anti-impérialistes.

Si l'on ne peut pas analyser la situation géopolitique mondiale d'une manière quelque peu réaliste, le socialisme et le communisme deviennent essentiellement des formulations utopiques sur le papier, destinées à être réalisées dans un avenir qui ne viendra jamais par une force aux mains propres.

La transition vers le socialisme est un pas dans le marécage capitaliste, et ceux qui le franchissent se saliront les mains et les pieds. Lorsqu'ils atteindront les rives du socialisme, ils seront naturellement couverts de boue et de vase qu'il faudra laver progressivement. C'est ce que font la Chine et d'autres pays similaires.

Voir ces mains et ces pieds boueux ne doit pas nous conduire à l'erreur de penser qu'ils aiment rester dans le marécage capitaliste. Nous devons être capables de voir, au-delà de la boue sur leurs corps, le mouvement de leurs corps vers les rives du socialisme.

Il y a plusieurs hypothèses cachées dans les arguments de cette formulation qui, si nous les mettions au jour, révéleraient les failles.

Premièrement, elle suppose qu'il peut exister des États « au sein du capitalisme » qui soient significativement « moins soumis à la logique du capital ». Or, comme nous l'avons vu dans les discussions sur le néo-impérialisme, l'État moderne est précisément l'un des agents de la reproduction du capital ; il n'en est pas en dehors.

Même les États les plus puissants, lorsqu'ils agissent sur la scène mondiale, sont contraints d'opérer au sein du cycle de l'accumulation, de la concurrence, de l'attraction des capitaux, de la stabilisation monétaire, du contrôle de l'inflation et de la gestion de la main-d'œuvre. « Moins engagé » signifie au mieux un mode différent d'intégration dans la même logique, et non un éloignement de celle-ci.

Deuxièmement, cela suppose que toute confrontation avec les États-Unis est nécessairement un moment d'anti-impérialisme. C'est là que l'analyse passe de la relation au niveau de la « position ».

Le conflit entre l'Iran et les États-Unis, ou entre la Chine et les États-Unis, n'est pas nécessairement la contradiction entre le capital et l'impérialisme ; il peut s'agir d'un conflit de parts de marché, de position ou de forme d'intégration au sein du même ordre. Tout comme la rivalité entre les puissances européennes au 19^e siècle n'était pas anticapitaliste, mais plutôt une autre forme de son expansion.

Troisièmement, la métaphore du « marécage » (qui semble réaliste) est en pratique un chèque en blanc. Bien sûr, sa citation est attribuée à l'un des célèbres discours de Lénine. Dans une section de son rapport au Deuxième Congrès pan-russe des syndicats, daté du 20 janvier 1919, Lénine dit :

« Les travailleurs n'ont jamais été séparés de l'ancienne société par la Grande Muraille de Chine. Ils ont conservé une grande partie de la pensée traditionnelle de la société capitaliste.

Les travailleurs construisent une nouvelle société sans devenir eux-mêmes des hommes nouveaux, ni être purifiés de la crasse de l'ancien monde ; ils y sont encore enfoncés jusqu'aux genoux.

Nous ne pouvons que rêver d'être purifiés de cette crasse.

L'idée que tout cela se produirait d'un seul coup serait tout à fait fantaisiste. Tellement fantaisiste, en fait, qu'elle enterrerait le socialisme dans la pratique.

Non, ce n'est pas ainsi que nous voulons construire le socialisme. Nous le construisons tout en restant ancrés dans la société capitaliste, aux prises avec les faiblesses et les lacunes qui ont également affecté les travailleurs et qui tirent le prolétariat vers le bas.

Il existe de nombreuses vieilles habitudes et coutumes qui divisent et qui, dans une certaine mesure, font obstacle à cette lutte, et nous ressentons encore les effets du vieil adage : « Chacun pour soi, et que le diable emporte les derniers. » » (Cité dans [Paul] Sweezy, « The Transition to Socialism »)

Le fait est que si n'importe quelle politique peut être justifiée au nom de la « traversée du marécage », alors il ne reste plus aucun critère concret pour déterminer la direction à suivre.

Certes, la répression des travailleurs peut être imputée à ce passage même par le marécage (des travailleurs dont la souillure des mauvaises habitudes bourgeoises les pousse au bord de la rébellion contre le gouvernement révolutionnaire, et que, bien sûr, le gouvernement, contre son gré, est contraint de réprimer), ou à la tentative de rester dans la logique de l'accumulation du capital.

Mais qu'est-ce qui garantit que ce mouvement en question va véritablement vers la « rive du socialisme », et non vers une consolidation dans le même marécage sous une forme différente ?

C'est précisément là que la soi-disant analyse de « l'axe de la résistance » devient, au lieu d'une véritable évaluation des rapports de production, un recours à la confiance idéologique dans les intentions des États.

Quatrièmement, un glissement significatif se produit : on passe du « pouvoir réel de la classe ouvrière » à sa « supposée incapacité ».

On dit que les travailleurs ne peuvent pas tenir tête au dollar ou au Fonds monétaire international. Il est vrai que leurs instruments directs sont limités, mais la conclusion tirée est erronée : cette incapacité, plutôt que d'être une question d'organisation et de stratégie, devient une justification pour céder la politique à l'État.

En d'autres termes, au lieu de nous demander comment construire le pouvoir social, nous dirions « puisque nous ne l'avons pas, nous devons compter sur l'État ».

4.3. De l'illusion de la lutte des classes à l'anti-impérialisme prolétarien

Mais quelle réponse positive peut-on apporter à une « lutte contre l'impérialisme » qui ne soit pas accusée d'être « abstraite » ?

Pour mener à bien une telle lutte, le point de départ doit être que l'anti-impérialisme, s'il est dissocié de la critique du capital, devient inévitablement une politique dans laquelle la classe ouvrière est transformée en arrière-garde de l'un des pôles du capitalisme.

Mais cela ne signifie pas qu'il faille tomber dans une position d' « indifférence » ou de « ils sont tous pareils ». Au contraire, il est possible de formuler une politique concrète qui soit à la fois réaliste et indépendante.

Premièrement, une distinction entre « analyser les contradictions interétatiques » et « adopter une position de classe ».

Cela signifie qu'il est possible et nécessaire de comprendre quelles conséquences la contradiction Iran-États-Unis, ou Chine-États-Unis, a sur l'équilibre des pouvoirs, mais cela ne signifie pas s'identifier à l'un des camps.

Deuxièmement, se concentrer sur les points où la classe ouvrière peut réellement intervenir.

Il est vrai que les travailleurs ne peuvent pas fermer le détroit d'Ormuz, mais ils peuvent lutter contre la privatisation, l'austérité, la compression des salaires, l'endettement, la rente et toutes les formes de transfert du fardeau de la crise sur leurs épaules. Ces luttes peuvent sembler « locales », mais ce sont précisément les points de connexion avec l'ordre mondial.

Troisièmement, relier les luttes locales à un horizon international, et non aux États.

Le véritable anti-impérialisme ne se construit pas en soutenant les États, mais dans les solidarités transnationales des travailleurs, dans l'opposition à la guerre, dans la résistance aux sanctions qui détruisent la vie des gens, et en dénonçant le rôle de nos propres États dans la reproduction de ce même ordre.

Quatrièmement, ramener le critère de jugement à la « relation entre le travail et le capital ».

Tout État – quel que soit son degré de contradiction avec les États-Unis – s'il repose en son sein sur l'accumulation du capital, la répression des travailleurs et la reproduction des inégalités, ne peut être simplement justifié comme « s'orientant vers le socialisme ».

Ce critère n'est pas abstrait ; il s'agit au contraire du critère matériel le plus précis.

Ainsi, nous pouvons, en accord avec Lénine, dire : « Oui, la transition vers le socialisme passe par ce monde très pollué », mais cela ne signifie pas que nous devrions considérer chaque parcelle de pollution comme un signe d'avancée vers le socialisme. Il y a une différence entre « traverser le marécage » et « construire une maison dans le marécage et appeler cela une transition vers la rive ».

Il ne s'agit pas de garder les mains propres ; il s'agit de ne pas perdre de vue la direction du mouvement au sein même de la logique du capital, et au nom du réalisme, elle ne débouche pas sur une politique où les travailleurs, une fois de plus – cette fois au nom de l'anti-impérialisme –, se rangent derrière l'un des pôles du capital.

Ici, une fois encore, l’Axe de la Résistance se mettra en avant avec des revendications telles que celles-ci : Oui, c’est bien là notre propos, n’est-ce pas ? Maintenant que les Gardiens de la Révolution se sont engagés dans cette guerre contre la première puissance impérialiste mondiale et qu’ils n’ont pas baissé la tête devant elle, nous, à gauche, devons, en accompagnant et en mobilisant le peuple lors des rassemblements nocturnes, contraindre le gouvernement Pezeshkian à cesser de rendre hommage aux oligarques et à la bourgeoisie compradore, et, en adoptant des politiques en faveur de la classe ouvrière, mettre le régime sur la voie de la réalisation des idéaux de la Révolution de 1979.

Les déclarations, articles et discours de l’« Organisation préparatoire communiste » illustrent cette approche. Par exemple, dans l’une de ses récentes déclarations intitulée « Un pas en avant pour la rue », le groupe affirme explicitement que la rue est aujourd’hui « entrée dans une nouvelle phase de lutte ». car elle scande simultanément des slogans contre l’Amérique et contre le coût élevé de la vie.

Et ils concluent qu’il est désormais possible d’élaborer une « feuille de route pour une société prospère » depuis le cœur même de cette rue. Ils estiment que, contrairement aux soulèvements économiques de 2017 et 2019 (ils ne mentionnent pas les autres, car ils les considèrent tous comme contre-révolutionnaires et au service de l’impérialisme), « cette fois-ci, le mécanisme de défense de la société s’est activé, invoquant l’esprit de 1979 pour s’opposer à la décadence sociale ».

Cette analyse peut se formuler comme suit : une combinaison de résistance géopolitique + revendications économiques = la possibilité d’un virage à gauche du régime de l’intérieur.

Ce que ce genre d’approches ne parvient pas à expliquer, c’est que ce groupe est déjà descendu dans la rue à de nombreuses reprises pour protester contre la corruption économique.

Mais quel a été le résultat de ce modèle de protestation et de dénonciation ? Les activités du mouvement dit des « étudiants en quête de justice ».

Depuis 2014, les révélations de personnalités telles que Vahid Ashtari, Amir Hossein Sabeti (député de la faction « Ghardan-e-Peyvand ») ou l’émission « Jadal » d’Ali Alizadeh en sont des exemples bien connus.

Avant la guerre récente, 90 % de leurs émissions étaient consacrées à la dénonciation de la corruption économique (sous les étiquettes « oligarques », « bourgeoisie compradore » et « néolibéralisme »), et aujourd’hui, ils sont revenus à cette même thématique.

Ils ont adressé à plusieurs reprises des lettres ouvertes à Gholamhossein Mohseni Ejei (le chef du pouvoir judiciaire de la République islamique), exigeant l’exécution des corrompus politiques et économiques (de Javad Zarif et Hassan Rouhani à Madani-Zadeh et Sadeq al-Hosseini).

Plus significative encore est la création du « Parti de la Nouvelle Civilisation islamique » par Seyyed Yasser Jebraili.

Yasser Jebraili, considéré comme l'une des figures de prédilection de certains courants de la gauche dite « axiale », s'était notamment illustré par ses prises de position sans détour lors de la suppression du taux de change préférentiel en mai 2022. Dans un message publié sur X (anciennement Twitter), il écrivait :

« Je considère la suppression du dollar à 4 200 tomans et l'augmentation du prix de l'essence comme un complot en règle contre Raïssi. De même qu'au lendemain de la catastrophe de novembre 2019, on n'a plus entendu parler des "Chicago Boys" qui, en mai 2019, avaient conçu avec le FMI une thérapie de choc économique, il en ira de même cette fois-ci : l'accusation sera finalement dirigée contre le président. »

Jebraili n'a cessé de défendre cette position jusqu'à l'intervention d'Ali Khamenei lors de sa rencontre du 30 août 2023 avec le président de la République et les membres du gouvernement. À cette occasion, le Guide suprême déclara : *« Concernant la suppression du taux de change préférentiel, qui était une mesure nécessaire, il aurait fallu expliquer clairement à la population les raisons de cette décision ainsi que ses avantages et ses effets. »*

Ce n'est qu'après cette prise de position officielle que Jebraili a cessé de contester publiquement la mesure.

Au terme de toutes ces révélations, ce que l'on observe concrètement avec le soutien actif du noyau dur du pouvoir est le suivant : Babak Zanjani a reconstruit son empire, Ali Ansari continue de circuler librement malgré la corruption de la banque Ayandeh, des tours luxueuses valant des milliards sont construites, les malls réalisent des profits, des ensembles résidentiels haut de gamme comme Basti Hills à Lavasan demeurent en place et se multiplient, tandis que des centaines d'ouvriers sont licenciés, et ainsi de suite.

Sur cette base, des groupes comme « Préparation communiste » ne proposent pas de réponse à la question suivante : comment la lutte des classes est-elle censée passer par une demande adressée au pouvoir judiciaire — en tant que bras coercitif de l'État, en tant que « comité exécutif de la bourgeoisie » — afin qu'il agisse contre la bourgeoisie ?

Ici, on ne peut pas répondre : « Cette fois, c'est différent », « Cette rue n'est plus la même », etc. Il faut plutôt dire que ce cycle a échoué, non pas à cause d'un manque de pression dans la rue, mais parce que le point de départ est erroné.

En fait, si l'on y regarde de plus près, ces soi-disant néo-communistes sont des adeptes de la célèbre thèse de Saeed Hajjarian : pression par le bas, négociation par le haut.

Ils croient qu'en intensifiant la pression dans les rues exercée par le peuple révolutionnaire pour s'attaquer aux corrompus, ils peuvent, grâce à des négociations de haut niveau, ouvrir la voie au retour de l'esprit de 1979 au sein du régime.

Pour rappeler à quel point cette politique est similaire à celle du Parti Tudeh et de l'Organisation de la Majorité au cours des quatre premières années qui ont suivi la Révolution de 1979, semble futile.

D'autant plus que, contrairement à maintenant, rien n'avait encore été perdu de la révolution, le discours de gauche était hégémonique dans toute la société, et il n'était pas question d'ajustement structurel ni des Chicago Boys.

Que dans cette situation, l'interprète du « mouvement du marécage du capitalisme vers les rives du socialisme » affirme que « l'État bourgeois peut, sous la pression sociale, devenir le porteur d'un projet socialiste » n'est plus seulement de l'optimisme, c'est un déplacement complet de la définition même de la politique de classe.

Quelle est la conclusion de cette critique ? Que « la composante ouvrière des foules lors des rassemblements nocturnes devrait être mise de côté » ?

Non. Mais il faut cesser de leur vendre des illusions. Une organisation communiste peut à la fois s'adresser à la classe ouvrière monarchiste et lui insuffler une conscience de classe, ainsi qu'à la classe ouvrière qui défend la République islamique (qu'elle soit favorable aux factions conservatrices ou réformistes). Il suffit de regarder le Parti Tudeh dans ce pays, qui a autrefois investi idéologiquement et organisationnellement dans l'armée et en a récolté les fruits.

Si nous voulons comprendre ce qui est proposé aujourd'hui sous des slogans tels que « Préparation communiste », et précisément quelle place cela occupe dans la tradition de la politique de gauche, il faut prendre du recul et ne pas y voir une déviation aléatoire, mais la reproduction d'une impasse historique.

Une impasse dans laquelle la social-démocratie s'est enlisée dans sa confrontation avec le néolibéralisme.

La similitude, plus qu'une question de forme superficielle, réside dans la structure de l'argumentation et l'horizon politique. Au cours des dernières décennies du 20^e siècle, alors même que le néolibéralisme s'ancrait, la social-démocratie dénonçait la privatisation, la compression des salaires et l'affaiblissement des syndicats, appelant les travailleurs à résister, et son langage était parfois même plus virulent que celui des communistes.

Mais ce radicalisme ne se situait qu'au niveau du discours, Il n'a jamais atteint un horizon politique au-delà de la réforme de cet ordre même ; en fin de compte, il revenait au refrain : le système doit être mieux géré, car il n'y a pas de véritable alternative.

Mais ce que l'on voit aujourd'hui dans les discours de l'Axe de la Résistance et dans des slogans tels que « préparation communiste », c'est, à un autre niveau, une réécriture de cette même logique.

Dénonciations des « oligarques », attaques contre le « néolibéralisme », mobilisation de rue contre la corruption et la flambée des prix, mais en fin de compte, un horizon limité à « rendre ce gouvernement-là plus de gauche », « Le ramener aux idéaux de 79 » et réformer cette même structure de l'intérieur.

À première vue, on pourrait dire que ces deux cas ne sont pas comparables ; la social-démocratie opérait au sein d'États libéraux, tandis que ces mouvements se situent au cœur d'un État dit anti-impérialiste.

Mais cette distinction est superficielle. La similitude plus profonde réside dans l'hypothèse commune qui les relie toutes deux : la conviction qu'un État capitaliste, sous la pression sociale, peut agir dans l'intérêt de la classe ouvrière sans rompre avec la logique de l'accumulation du capital.

Dans l'expérience social-démocrate, cette hypothèse s'est exprimée sous la forme de l'État-providence et des politiques keynésiennes ; dans les discours actuels, c'est sous la forme d'« un retour aux idéaux révolutionnaires de justice » et du renforcement des ailes dites anti-impérialistes au sein du régime. Mais dans les deux cas, une question fondamentale est négligée : les conditions matérielles qui ont rendu un tel compromis possible n'existent plus.

L'État-providence européen et les politiques keynésiennes étaient le produit d'une situation historique exceptionnelle : la destruction généralisée du capital pendant la Seconde Guerre mondiale, des taux d'intérêt élevés, le pouvoir relatif des États-nations à contrôler les flux de capitaux et, surtout, la présence d'une classe ouvrière organisée qui, face à la menace réelle du socialisme, avait contraint le capital à faire des compromis.

Ce qu'on appelle « l'âge d'or du capitalisme » n'était pas le résultat de la rationalité inhérente au système, mais le fruit d'un rapport de forces particulier. Avec l'effondrement de ces conditions dans les années 1970 – baisse des taux de profit, mondialisation du capital, crise de stagflation –, les concessions qui avaient été faites ont été progressivement retirées.

Il est clair que la social-démocratie n'a pas échoué simplement parce qu'elle a trahi ; elle a échoué parce qu'elle ne pouvait plus réussir. La structure capitaliste ne permettait plus ce niveau de redistribution et de compromis.

C'est à partir de ce moment que le recul de la social-démocratie n'est plus resté purement théorique ou programmatique, mais a rapidement pris une forme gouvernementale et législative.

Les députés, les partis et les gouvernements qui parlaient encore le langage de la justice sociale, du soutien aux travailleurs et de la défense de l'État-providence sont devenus les agents mêmes de la privatisation, de la flexibilisation du marché du travail, de la modération salariale, de la répression syndicale, de l'austérité budgétaire et de la restructuration néolibérale de l'État.

L'ironie amère est que ce revirement a été justifié précisément au nom du « réalisme » : il fallait accepter que le monde avait changé, ne pas faire fuir le capital, être compétitif et gérer le capitalisme de manière plus rationnelle et plus humaine.

Or, ce même réalisme, dans la pratique, les a transformés en rouages du capitalisme féroce qu'ils prétendaient dompter. Dans cette perspective, la distance entre les slogans du « bon capitalisme », du « capitalisme social », du « capitalisme rationnel », du « capitalisme en faveur des pauvres » ou même les versions du fantasme d'un « modèle chinois de capitalisme » (capitalisme sans thérapie de choc) est très courte.

Il suffit que la lutte pour abolir la logique du capital soit abandonnée au nom du réalisme ; dès lors, la politique cesse d'être l'organisation d'une force de rupture pour devenir l'art de mieux gérer l'ordre même qui écrase les travailleurs et les opprimés.

C'est précisément à ce stade que l'orientation de l'Axe de la Résistance continue de professer son souci des travailleurs, mais devient en pratique le langage, l'instrument et l'agent des relations mêmes qui détruisent les moyens de subsistance des travailleurs au nom de la « sécurité nationale », les arrêtent ainsi que leurs partisans, et les pendent.

Or, si l'on généralise cette analyse à la situation actuelle en Iran, des questions simples mais décisives se posent : le gouvernement de la République islamique est-il en mesure d'accorder des concessions durables et significatives à la classe ouvrière ?

La structure du profit, de l'accumulation et de l'intégration au marché mondial le permet-elle ? Le capital en Iran opère-t-il dans un cadre national et circonscrit qui puisse être réorienté par la pression interne ?

La réponse à ces questions est non. Dans de telles circonstances, une politique fondée sur le fait de « rendre le gouvernement plus à gauche » ou de « le ramener sur la voie de la justice sociale » n'est pas une solution, mais la reproduction de la même impasse social-démocrate dans des conditions bien plus difficiles.

C'est pour cette raison qu'il faut considérer les radicalismes du modèle de la « préparation communiste » comme, en fait, une forme de vente d'illusions à la classe.

La social-démocratie a dit à la classe ouvrière qu'une vie meilleure pouvait être construite dans le cadre de ce même système (en d'autres termes, dans le langage de la gauche, une répétition de la célèbre maxime de Margaret Thatcher : « Il n'y a pas d'alternative ») ; les

discours d'aujourd'hui affirment que ce même système peut être tourné à l'avantage des travailleurs, en s'appuyant sur ses « bons côtés ».

Dans les deux cas, le résultat est le même : au lieu de s'organiser de manière indépendante et de s'opposer à la logique du capital, la classe place ses espoirs dans des réformes imposées d'en haut. Et lorsque ces réformes – vouées à l'échec dès le départ – ne tiennent pas leurs promesses, la désillusion qui en résulte ouvre la voie à un virage vers l'extrême droite.

L'expérience de l'Europe au cours des dernières décennies, de la montée des mouvements populistes de droite à l'attrait des forces qui attribuent la crise aux migrants ou à « un gouvernement trop présent », montre comment l'échec des politiques social-démocrates peut conduire à l'affaiblissement de l'horizon de gauche et au renforcement de la droite.

En fin de compte, on pourrait soutenir que, tout comme la social-démocratie a maintenu la classe ouvrière dans un horizon fermé en promettant de réformer le capitalisme, ces courants font de même en promettant un « retour à 79 » ou de « faire pencher le régime vers la gauche ».

La différence est que la social-démocratie s'exprimait à une époque où il existait encore des possibilités – furent-elles temporaires – d'accorder des concessions, alors que ces discours se forment à une époque où ces possibilités ont largement disparu.

Pour cette raison, leur danger est peut-être encore plus grand : non seulement ils n'ouvrent aucune voie vers l'avenir, mais en créant des illusions, ils maintiennent la classe sur une voie dont l'issue est déjà connue : celle de simples soldats de l'ordre même qui était censé être transformé.

5. Une critique de la « critique du socialisme utopique » : 'évocation de l'organisation des combattants

Si nous avons montré jusqu'ici comment, dans le discours de l'axe de la résistance, l'« anti-impérialisme » est réduit d'une position matérielle et intra-capitaliste à un geste moral et idéologique, nous devons maintenant prendre du recul et revenir à la source qui alimente cette exploitation : la formulation historique même de la « contradiction peuple/impérialisme ».

Car les partisans de l'Axe exploitent précisément le vide qui s'est créé dans la relation entre cette formulation et les critiques qui lui sont adressées ; un vide qui a été exacerbé, en particulier, par la manière dont le courant dit « communiste-ouvrier » s'y est rapporté.

Ci-dessus, nous avons souligné l'importance de la critique de Mansoor Hekmat à l'égard de ce qu'il a qualifié de « socialisme populiste » et démontré les conséquences d'une réduction de la question à une « crise épistémologique ».

Cela a, en fait, ouvert la voie à l'utilisation abusive actuelle par le camp de l'axe de la résistance, à travers l'invocation inopportune de la thèse de la « contradiction peuple/impérialisme ».

Or, la critique formulée à l'époque par des courants tels que l'Organisation des combattants se concentre précisément sur ce point : réduire la crise du mouvement à une simple « déviation méthodologique » constitue en soi une forme de simplification.

Ces derniers insistent sur le fait que la question de l'impérialisme et de l'analyse structurelle ne relève pas seulement d'une erreur théorique, mais constitue un nœud réel de la crise dans la relation entre théorie et pratique ; un point où les différents courants, loin de se tromper par simple ignorance, aboutissent à des conclusions divergentes au sein d'une situation historique complexe.

En d'autres termes, si la méthodologie est importante, elle n'opère pas dans le vide ; elle se façonne au contraire au sein d'une histoire réelle, avec ses limites, ses pressions et ses possibilités spécifiques.

Ainsi, dans l'examen actuel de l'approche de l'impérialisme par l'Axe de la résistance, il faut veiller à ne pas réduire la crise de compréhension de l'impérialisme à une simple « erreur épistémologique », tout comme on ne peut la ramener simplement à une « expérience pratique ».

C'est précisément de l'écart entre ces deux concepts, que l'Axe de la Résistance se nourrit. D'une part, il adopte une posture « réaliste » en s'appuyant sur des expériences du monde réel — l'agression américaine, la domination du dollar, les inégalités mondiales — et, d'autre part, il ignore toute la critique méthodologique de la « contradiction peuple/impérialisme », la reconstruisant sous une forme primitive et pré-dialectique.

Dans le texte de l'organisation des combattants, il y a un point clé : ils affirment que le problème n'est pas que différents courants aient eu une « mauvaise compréhension » de l'impérialisme, mais plutôt que ces compréhensions se sont formées dans le contexte d'une crise réelle.

En d'autres termes, d'un seul geste décisif, ils font passer la question du niveau d'une « erreur de pensée » à celui d'un « processus historique de production de connaissances ».

La perspicacité de la guérilla réside précisément dans le fait de reconnaître qu'on ne peut pas, du point de vue de la fin et en s'appuyant sur un appareil théorique plus cohérent, reconstruire tout le chemin parcouru comme une « erreur évitable ».

Ce type de perspective, selon eux, est en soi une forme de la même métaphysique ; mais cette fois-ci au niveau de la critique.

Ici, cependant, nous devons relever le défi suivant : si nous disons que « les guérilleros sont parvenus à ces conclusions dans le contexte de leur expérience », nous n'avons pas encore répondu à la question de savoir pourquoi certaines forces sont parvenues à des conclusions différentes dans les mêmes conditions.

Les combattants eux-mêmes font également allusion à cette question, mais ils ne la développent pas jusqu'à sa conclusion logique.

Aujourd'hui, on entend beaucoup de gens répéter les formulations de l'Axe de la résistance — mais qui, paradoxalement, ne se considèrent pas comme en faisant partie et vont même jusqu'à insulter ses figures de proue — en disant que « Nous sommes parvenus à cette analyse à partir du cœur des réalités existantes et indéniables : de la guerre, des sanctions, de la domination américaine et de la résistance iranienne. »

Par conséquent, si nous fondons la critique uniquement sur « l'expérience » ou la « praxis », nous ne disposons pas des outils nécessaires pour réfuter cette affirmation. Par conséquent, nous devons développer pleinement aujourd'hui ce qui existe sous une forme rudimentaire dans la critique des combattants : une compréhension véritablement dialectique de la cognition.

Une compréhension qui ne recourt ni à la « méthode pure » ni à « l'expérience brute », mais qui montre plutôt comment la cognition se façonne au cœur d'un champ historique contradictoire, à travers des choix, des échecs et des remises en question.

5.1. La critique révolutionnaire, dans des conditions de pratique restreinte, est-elle un exercice théorique futile ?

Valamanesh [probable pseudonyme de Kamal Khosravi dans les années 1980], dans son important traité, « Marxisme : Critique positive, Critique négative », montre que la connaissance n'est ni simplement « description » ni simplement « explication », mais qu'elle est, par nature, « critique » ; une critique qui, simultanément, connaît la réalité et la comprend en relation avec sa possibilité de transformation.

Il y est également souligné que la description, si elle reste à son propre niveau, se réduit à une représentation statique et idéologique de la réalité, et que l'explication, si elle ne dépasse pas cet horizon, reste confinée à la découverte de relations causales dans le cadre de cette même réalité existante.

Kamal Khosravi, dans ses essais publiés dans l'ouvrage « Description, Explication, Critique », précise ensuite que la cognition sociale se forme toujours au sein même des relations sociales et qu'elle est indissociable de celles-ci ; c'est-à-dire que le sujet connaissant n'est pas en dehors du monde social, mais en son cœur même, engagé dans les relations mêmes qu'il cherche à comprendre.

Dans cette perspective, ce qu'on appelle la « compréhension dialectique de la connaissance » signifie précisément ceci : la connaissance est un processus historique ; ce n'est pas un ensemble de propositions vraies. La connaissance est le produit d'une relation, et non d'une position.

Et surtout, la connaissance se forme toujours dans la tension entre le « général » et le « particulier », la « nécessité » et la « possibilité », « l'expérience » et « l'abstraction ».

Khosravi, dans « Sur la première formulation de la « critique » » explique qu'une insistance exclusive sur la « particularité », ou inversement sur l'« universalité », est tout aussi erronée. L'essentiel est de percevoir la dialectique entre les deux : toute situation apparemment « particulière » ne peut être comprise que dans le contexte d'une universalité historique, et toute universalité ne prend sens qu'à travers ses incarnations particulières.

En réunissant ces trois lignes, nous pouvons désormais reconstruire cette proposition initiale sous une forme plus complète.

Une compréhension dialectique de la cognition consiste à comprendre qu'aucune « vérité » n'existe en dehors du processus historique de sa découverte, de sa correction, de son échec et de sa reconstruction.

C'est accepter que l'erreur n'est pas un écart aléatoire, mais un moment au sein du processus de cognition lui-même. Et cela signifie comprendre que la théorie n'est pas un substitut à la pratique, mais un moment de celle-ci.

Inspirés par ces propositions, ce qu'il faut ajouter aujourd'hui à la critique des fedayins à l'égard de Mansoor Hekmat, c'est ceci : la connaissance n'est pas simplement historique, mais « combattante ».

Et par conséquent, tout appareil théorique doit être critiqué non seulement sur le plan logique, mais aussi en fonction de sa position dans ce champ de lutte.

Dans cette perspective, on ne peut plus dire que le « socialisme utopique » a échoué uniquement à cause d'une erreur cognitive, ni, à l'inverse, qu'il a été corrigé uniquement par ses expériences historiques.

Il faut plutôt montrer comment un appareil conceptuel, dans un champ historique spécifique, offre certaines possibilités et impose certaines limites à la connaissance et à l'action. C'est là que cette proposition initiale trouve sa conclusion.

La connaissance n'est ni le miroir de la réalité ni son juge, mais un moment du mouvement de la réalité elle-même ; un mouvement dans lequel la vérité ne se constitue qu'à travers la contradiction, l'erreur et une remise en question constante.

Dans une situation où, pour de nombreux gauchistes révolutionnaires, la « possibilité d'une action efficace » est limitée, l'organisation révolutionnaire n'existe pas.

La pression objective de la répression reporte tout acte, et critiquer l'axe de la résistance n'est rien d'autre qu'un effort abstrait sans conséquence pratique. Ce qu'on appelle, dans le langage d'autrefois, la « lutte théorique », si c'est véritablement une critique, est elle-même un moment de cette pratique révolutionnaire même ; non pas son prélude, ni son substitut, mais l'une de ses formes de réalisation.

Ne pas saisir ce point conduit de nombreux révolutionnaires de gauche, au nom du « dépassement du discours abstrait », à succomber à la tentation de se replier dans un « réalisme politique dégradé ».

S'il n'y a pas de critique révolutionnaire cohérente et militante, le mécontentement social lui-même peut aussi être facilement récupéré sous des formes telles que « l'anti-impérialisme d'État », la « justice gouvernementale » ou d'autres variétés d'idéologie intra-systémique.

Dans cette perspective, « affûter l'arme de la critique » dans des conditions où la possibilité d'une action directe est limitée n'est pas un choix tactique secondaire, mais une nécessité stratégique. Car :

Premièrement, sans cela, les horizons alternatifs disparaissent, et il ne reste que différentes versions du même ordre existant.

Deuxièmement, sans cela, même la résistance elle-même peut facilement être cooptée pour contribuer à la reproduction même de l'ordre auquel elle s'oppose ostensiblement.

Et troisièmement, sans cela, toute forme future d'organisation est prédéterminée à un niveau de conscience incapable de transcender ce cycle.

En d'autres termes, si nous prenons au sérieux cette conception dialectique de la cognition, nous devons accepter qu'à de tels moments, la « critique » n'est pas un substitut à l'action, mais une condition de sa possibilité.

Non pas au sens où la critique seule suffirait, mais au sens où, sans elle, toute action — aussi radicale soit-elle en apparence — peut en fin de compte être subsumée dans la même logique dominante.

C'est sur cette base qu'il faut insister sans cesse sur le fait que, **dans les périodes où la pratique révolutionnaire est objectivement limitée, la plus grande défaite n'est pas la « passivité pratique », mais le « recul théorique »**. Car la première peut être temporaire, tandis que le second sape l'horizon même de l'émancipation.

Un mot pour conclure : se réappropriier des concepts, et non revenir au passé

Le sort réservé à la formulation « contradiction du peuple – impérialisme » montre qu'aucun concept, même s'il est né dans un moment révolutionnaire, n'a de sens en dehors de son histoire, du champ des forces et du destin de sa pratique politique.

Un concept qui cherchait autrefois à tracer une voie pour relier les différents niveaux de lutte dans des conditions de capitalisme dépendant, de répression politique et de domination impérialiste, peut aujourd'hui tomber entre les mains de ceux qui utilisent ce même concept pour légitimer un gouvernement capitaliste, sécuritaire et anti-ouvrier.

Cette métamorphose n'est pas simplement le résultat de la mauvaise foi des interprètes ultérieurs ; c'est le signe que les concepts, lorsqu'ils sont détachés de leur contexte historique, des relations de classe et de leur horizon pratique, peuvent facilement passer d'un outil de critique à un outil de légitimation.

Par conséquent, reprendre cette formulation des mains de l'Axe de la Résistance ne signifie pas y revenir, ni raviver des divisions telles que « bourgeoisie nationale/bourgeoisie compradore » dans un monde où les circuits du capital, de l'État, de la finance, du commerce, de l'industrie et du militarisme sont étroitement liés.

Ce que cette tradition a à offrir aujourd'hui, si tant est qu'elle ait quelque chose à offrir, ce ne sont pas ses réponses toutes faites, mais sa méthode : prendre au sérieux les conditions concrètes ; traduire les concepts abstraits dans le langage de l'organisation et de la lutte réelles ; et, surtout, comprendre la pratique comme le lieu où la théorie n'est pas seulement mise en œuvre, mais aussi corrigée.

Dans cette perspective, la loyauté envers Jazani et Ahmadzadeh ne consiste pas à répéter leurs mots, mais à reconstruire cette même audace théorique pour affronter la situation actuelle ; une situation qui ne peut plus être comprise à travers le mythe de la bourgeoisie nationale, de l'État anti-impérialiste ou du capitalisme bienveillant.

En ce qui concerne l'Axe de la Résistance, le problème n'est pas simplement qu'ils proposent une analyse erronée du capitalisme iranien ou de l'impérialisme mondial ; le problème est que cette erreur est liée à une fonction politique et psychologique.

En invoquant les « compradores », les « oligarques », les « pro-Otan » et les « agents provocateurs », ils déplacent le fardeau du mal du capitalisme de l'ordre existant tout entier vers une partie de celui-ci, afin de préserver leur État bien-aimé dans son rôle de père anti-impérialiste.

Ainsi, toute répression est une erreur, toute exécution une nécessité, toute protestation ouvrière un projet ennemi, et toute critique de gauche est traduite en eurocentrisme ou en complicité involontaire avec le colonialisme.

Il ne s'agit plus ici d'analyse, mais d'un appareil de réécriture de la réalité ; un appareil dont la fonction est de préserver l'amour de l'État, même lorsque celui-ci s'exprime sous les formes les plus nues de la violence de classe.

Mais la critique de cet abus, si elle aboutit à l'effacement complet de l'histoire de cette formation, devient à son tour une autre forme de blanchiment.

Réduire toute la contradiction « nation/impérialisme » à une déviation inévitable est aussi ahistorique que sa résurrection sans médiation pour justifier l'ordre existant.

La première fige et sanctifie le passé ; la seconde le rend entièrement nul et non avvenu. Dans les deux cas, ce qui est perdu, c'est la possibilité d'une relecture critique d'une tradition : comprendre comment un concept, à un moment donné, pouvait ouvrir la possibilité d'une politique, et comment ce même concept, à un autre moment, s'il est détaché de la question de la direction, de l'indépendance de classe et de la critique de l'État, devient un prétexte à l'asservissement.

Le débat sur la « contradiction entre le peuple et l'impérialisme » n'est finalement pas un débat sur la terminologie ; c'est un débat sur la manière dont la Gauche se confronte à ses propres concepts.

Utilise-t-elle les concepts comme des outils vivants pour comprendre, organiser et changer le monde, ou les réduit-elle à des étiquettes servant à choisir un camp, à justifier le pouvoir et à suspendre la lutte des classes ?

S'il y a une leçon à tirer de cette histoire, ce n'est pas un retour aux formules du passé ni un refuge dans les certitudes abstraites d'aujourd'hui ; c'est plutôt qu'aucun concept ne reste émancipateur sans pratique émancipatrice.

Les concepts doivent être replacés dans leur champ historique : non pas pour répéter le passé, mais pour empêcher que le langage de la révolution ne devienne le langage de l'État, que le langage de l'anti-impérialisme ne devienne le langage du capital, et que le langage du peuple ne devienne le langage de l'oppression du peuple. ■



Yashar Daralshafa a entrevu que la République islamique d'Iran est un capitalisme bureaucratique et que « l'Âxe de la résistance » est réactionnaire

Que nous dit Yashar Daralshafa, dans son document « De la stratégie de la gauche révolutionnaire des années 1970 à l'instrument de « l'axe de la Résistance » pour justifier l'ordre établi du capital » ?

Disons, dans les grandes lignes, qu'il expose le problème qui est arrivé en 1979 : les révolutionnaires ont lutté pour renverser le Shah, mais ce sont les islamistes qui ont profité d'une situation particulière pour apparaître comme les grands vainqueurs.

Une large partie de la gauche a alors considéré que les islamistes possédaient une double nature et les a soutenus. Ils ont payé dans le sang cette dramatique erreur. Yashar Daralshafa pose alors, en 2026, la question de la nature du régime et il dit : il n'y a pas lieu de considérer que le peuple en soit une composante. Au contraire même, le régime est terroriste et les couches dominantes, au-delà de leurs différences, ont leurs intérêts qui s'entremêlent.

Il n'y a, ainsi, aucune raison de considérer que la République islamique d'Iran ait une dimension « anti-impérialiste » ; c'est une sorte de capitalisme zombie qui cherche sa place dans l'ordre mondial. C'est vraiment très fort et très juste ; c'est d'autant plus marquant que Yashar Daralshafa ne connaît pas la thèse du capitalisme bureaucratique.

S'il l'avait connu, il aurait pu disposer d'une conclusion réelle à son long exposé, qui parvient malgré tout à bien souligner que l'Iran n'est pas un pays « dépendant » ni un pays « indépendant », ni encore quelque chose entre les deux. L'Iran dispose d'un régime qui lui est propre, qui est installé en tant que tel et qui se fonde sur un capitalisme correspondant à sa réalité concrète.

Et ce n'est pas cette particularité qui fait qu'il aurait une dimension anticapitaliste, social-révolutionnaire ou anti-impérialiste.

Il ne faut donc pas voir en la République islamique d'Iran quelque chose qu'on pourrait modifier ou influencer, pas plus qu'il ne faut lui attribuer un rôle historique positif. Le régime est ce qu'il est, une dictature terroriste correspondant à une situation concrète qu'il s'agit d'analyser.

Mais comment l'analyser justement ? Yashar Daralshafa prend l'exemple de la période du Shah et il dit qu'à l'époque, il était très difficile de lutter, mais il fallait bien trouver une voie, et celle-ci ne pouvait pas être simplement observatrice, contemplative.

Pour autant, il ne faut pas tomber dans le populisme et prendre ses vœux pour la réalité. Il faut lutter et de la dignité du réel vient un aperçu du mouvement historique, qui permet justement alors d'avancer en voyant ce qui est positif et ce qui est négatif, et en agissant en fonction.

Tout cela est très juste, mais Yashar Daralshafa sous-estime la dimension scientifique de l'idéologie. Il fait ici l'erreur typique du mouvement ouvrier iranien, qui soit passe à une pratique immédiate fétiche du syndicalisme, soit à une théorisation généralisée hors sol, comme Mansour Hekmat, dont la logique de « pratique théorique » est la même que celle du Français Louis Althusser.

Plus concrètement, Yashar Daralshafa rate le concept de capitalisme bureaucratique, produit par la science qu'est le maoïsme, car la situation iranienne, au-delà de ses particularités, relève d'une situation générale.

Comment ce concept est-il né ? Lorsque l'Internationale Communiste a regardé les pays du tiers-monde, dans les années 1920-1930, elle était bien ennuyée. Le prolétariat y était, en effet, très faible, voire franchement marginal. Appeler à la révolution socialiste n'aurait pas eu de sens. On avait par contre des paysans, opprimés de manière horrible dans une logique coloniale ou dans le prolongement de celle-ci.

Les pays du tiers-monde ont donc été définis comme coloniaux ou semi-coloniaux ; il fallait qu'ils luttent pour leur indépendance véritable.

Ce n'est pas tout : il y avait aussi une vraie importance du féodalisme dans ces pays. C'était un féodalisme importé par le colonialisme.

Ce dernier s'est trouvé des alliés locaux dans les campagnes, ou bien a donné naissance à une nouvelle féodalité au cours du processus colonial. En Inde, il a par exemple pu faire des collecteurs d'impôts dans les campagnes des propriétaires terriens ; en Amérique devenue latine, les colons sont devenus une noblesse utilisant la main-d'œuvre indienne asservie.

Il y avait donc une dimension anti-féodale absolument nécessaire à toute libération des masses. La solution alors proposée par l'Internationale Communiste était la révolution anti-féodale d'indépendance nationale.

Par qui devait-elle être portée ? Là apparaissait un nouveau problème. Il fut tout de suite pris en considération qu'il y avait une bourgeoisie nationale. Celle-ci était, par contre, très faible ; il y avait à ses côtés, comme concurrent, une autre bourgeoisie, « compradore », c'est-à-dire servant d'intermédiaire aux pays capitalistes devenus impérialistes.

La bourgeoisie nationale était donc inquiète : il fallait qu'elle s'allie avec le prolétariat et les masses paysannes, mais en même temps elle ne le voulait pas. Et finalement l'Internationale Communiste a compris que tout le processus devait être guidé par le prolétariat, ce qui a donné la victoire de la révolution chinoise, qui consistait en une révolution démocratique, à la fois anti-féodale et anti-impérialiste, mais dirigé par le prolétariat, dans le cadre d'une « révolution ininterrompue », par étapes.

Cependant, il y avait quelque chose que l'Internationale Communiste n'avait pas vu, alors que José Carlos Mariátegui l'avait analysé. Les choses ne restent pas ce qu'elles sont : le capitalisme compradore se développe ; les féodaux des campagnes se développent également.

Le maoïsme se fonde précisément sur ce constat pour analyser les pays du tiers-monde. Il est alors constaté que les capitalistes compradores et les féodaux modernisés combinent leurs forces et cela donne un capitalisme bureaucratique. L'Iran est précisément un tel capitalisme bureaucratique, qui peut justement être « expansionniste », et non pas impérialiste, car pour cela il aurait fallu une base capitaliste authentique.

Et « l'Axe de la résistance » est un outil de ce capitalisme bureaucratique.

Lorsque Yashar Daralshafa décrit l'imbrication économique des couches dirigeantes, et de la fusion avec l'État, il présente clairement un capitalisme bureaucratique tendant au capitalisme bureaucratique monopoliste d'État.

Rappelons ces enseignements essentiels du Parti Communiste du Pérou, dans son document de 1988 au sujet de *La révolution démocratique* au Pérou :

« S'appuyant sur les thèses du Président Mao, il [=Gonzalo] nous dit que le capitalisme bureaucratique a cinq caractères :

1) Ce capitalisme bureaucratique est le capitalisme que l'impérialisme développe dans les pays arriérés et qui comprend les capitaux des grands propriétaires terriens, des grands banquiers et des magnats de la grande bourgeoisie ;

2) Il exploite le prolétariat, la paysannerie et la petite bourgeoisie et limite la moyenne bourgeoisie ;

3) Il passe par un processus qui fait que le capitalisme bureaucratique se combine avec le pouvoir de l'État et devient capitalisme monopoliste étatique, compradore et féodal ; il en découle qu'en un premier moment il se développe comme grand capital monopoliste non étatique, et en un deuxième moment – quand il se combine avec le pouvoir de l'État – il se développe comme capitalisme étatique ;

4) Étant arrivé au plus haut degré de son développement, il fait mûrir les conditions pour la révolution démocratique ;

5) Confisquer le capitalisme bureaucratique est la clé pour mener à bonne fin la révolution démocratique, et est décisif pour passer à la révolution socialiste.

Le Président Gonzalo voit que le capitalisme bureaucratique est le capitalisme engendré par l'impérialisme dans les pays arriérés, qu'il est lié à la féodalité caduque et soumis à l'impérialisme, phase supérieure du capitalisme ; qu'il n'est pas au service des majorités, mais à celui des impérialistes, de la grande bourgeoisie et des propriétaires terriens (...).

Tout cela prouve l'aspect politique du capitalisme bureaucratique, qui n'est pas assez souligné, et que le Président Gonzalo considère comme un aspect clé, car le capitalisme bureaucratique fait mûrir

les conditions pour la révolution et, aujourd'hui, quand il entre dans son étape finale, il fait mûrir les conditions pour le développement et le triomphe de la révolution.

La vision que le Président Gonzalo a du capitalisme bureaucratique est aussi très importante ; il le voit conforté par le capitalisme monopoliste non étatique et par le capitalisme monopoliste étatique, en s'appuyant sur la différenciation qu'il a établie entre les deux factions de la grande bourgeoisie : la bureaucratique et la compradore, afin de ne se mettre à la remorque d'aucune des deux, problème qui mena notre Parti à une tactique erronée durant 30 années.

Il est important d'avoir cette conception, car c'est de la confiscation du capitalisme bureaucratique par le Pouvoir Nouveau que découlera le triomphe de la révolution démocratique et l'avance vers la révolution socialiste.

Si l'on ne visait que le capitalisme monopoliste de l'État on laisserait la voie libre à l'autre partie, le capitalisme monopoliste non étatique ; ainsi, la grande bourgeoisie compradore se maintiendrait économiquement et pourrait reprendre le dessus pour s'emparer de la direction de la révolution et frustrer son passage à la révolution socialiste. »

Quand on lit cela, on comprend pourquoi les États-Unis veulent un changement de régime par en haut. Tout comme en 1979, la superpuissance impérialiste américaine constate que le régime iranien est carbonisé. Il tente alors de réussir, à l'envers, ce qu'il a échoué en 1979 : mener une « révolution » par en haut pour remplacer le régime tout en faisant en sorte qu'il reste en place.

Et Yashar Daralshafa ne dit pas autre chose que ce qu'on lit là, lorsqu'il dit qu'il ne faut pas se mettre à la remorque des réactionnaires bureaucratiques islamistes sous prétextes de s'opposer aux « compradores ». Ces factions sont en concurrence, mais de manière relative seulement et de toute façon, dans la situation iranienne présente, elles s'entremêlent fondamentalement, dans ce qu'on doit appeler un capitalisme monopoliste bureaucratique d'État.

C'est ce qui fait que la révolution iranienne est à l'ordre du jour, justement. Le système est tellement centralisé et arc-bouté sur des réseaux qui s'entremêlent dans les couches dominantes, il rend tellement tout irrespirable, qu'il ne peut qu'aller dans la fuite en avant ou s'effondrer directement.

La question de « l’Axe de la résistance » : la faillite des révolutionnaires à travers le monde

Ce qu’on appelle « axe de la résistance » consiste en l’alliance régionale autour de la République islamique d’Iran, la plupart du temps autour de l’Islam chiite, mais pas nécessairement.

Le coeur du dispositif consiste en la force al-Qods (Jérusalem en arabe), une unité d’élite du Corps des Gardiens de la Révolution islamique, qui organise autour de 180 000 miliciens dans différents pays et régions : Irak, péninsule arabique, Syrie, Liban, Jordanie, Israël / Palestine, Afghanistan, Pakistan.

Il y a également des forces alliées : le Hezbollah (« parti de Dieu » en arabe) au Liban, le Hamas à Gaza ainsi que le Front Populaire de Libération de la Palestine (qui n’est pas du tout « marxiste », mais clairement national-révolutionnaire), les Houthis du Yémen. Il y avait également bien entendu la Syrie de Bachar al-Assad avant que son régime ne s’effondre en décembre 2024.

La résistance désigne l’opposition tant à la présence américaine dans la région qu’à Israël dont l’existence n’est par ailleurs pas reconnue, le pays étant défini comme « l’entité sioniste ».

Il y a ici, naturellement, deux possibilités. La première est de considérer que cet « axe de la résistance » joue un rôle directement ou indirectement positif, car « anti-impérialiste ». La seconde est de considérer qu’il s’agit d’un produit expansionniste du capitalisme bureaucratique iranien.

On pourrait ici faire des citations innombrables, mais ce n’est pas nécessaire. Les tenants de la première solution représentent l’écrasante majorité, voire la quasi-totalité des révolutionnaires dans le monde.

Bien sûr, seule une minorité attribue à « l’axe de la résistance » une nature ouvertement progressiste. C’est une part importante toutefois, avec toujours des courants attribuant à la dimension nationaliste ou religieuse une importance particulièrement marquée.

Cela ne change toutefois rien au problème, car au fond il y a toujours une valorisation, fut-elle indirecte, de la République islamique d’Iran.

On pourra trouver le drapeau de celle-ci dans un rassemblement « anti-impérialiste » à Paris à côté de représentants du Parti Communiste Français ou de Révolution Permanente. Et il suffit de lire le communiqué du premier mars 2026 du Parti du Travail de Belgique, rédigé par son secrétaire général Peter Mertens, pour constater comment la question du régime iranien est toujours contournée, évitée, pour ramener l'Iran à un simple pays victime.

« Les bombardements illégaux ont commencé à peine quelques heures après que le médiateur Oman a déclaré que Téhéran était prêt à faire de nouvelles concessions dans les négociations sur le programme nucléaire. La paix est à portée de main », a déclaré le ministre des Affaires étrangères Badr Albusaidi. Mais pour Washington et Tel-Aviv, les négociations ne servaient qu'à gagner du temps.

Dans un message vidéo, le président américain Trump a expliqué de quoi il en retourne vraiment : « Tenez-vous prêts car si les attaques s'arrêtent, vous devrez renverser le régime. » Pour Washington, l'Iran est un « obstacle » à la domination américaine dans la région. Il s'agit de pétrole, de routes stratégiques de transit et d'intérêts géostratégiques.

Trump et Netanyahu plongent le monde entier dans le chaos pour contraindre les pays à marcher au pas. Ils affichent un mépris total pour le droit international. Ce n'est pas en qualifiant leurs bombardements illégaux de « préventifs » qu'ils les rendent légitimes.

C'est au peuple iranien de décider de son propre avenir. Nous nous tenons du côté de l'humanité et du droit international, contre l'idée qu'Israël et les États-Unis puissent bombarder qui ils veulent, quand ils le veulent. Notre pays et l'Union européenne doivent condamner immédiatement et sans ambiguïté ces attaques illégales. No War on Iran! »

Il n'y a pas un mot sur le régime iranien et cela malgré la sanglante répression ayant eu lieu deux mois plus tôt. C'est particulièrement révélateur de la logique unilatérale que dénoncent Yashar Daralshafa et d'ailleurs l'ensemble des révolutionnaires iraniens conséquents, qui n'ont aucune envie de se retrouver à défendre le régime sous prétexte que la superpuissance impérialiste américaine se déchaîne.

Ce qui compte, ce sont les masses ; ce sont elles qui font l'Histoire. Il n'y a aucune raison de converger avec la République islamique d'Iran, un régime terroriste qui n'a rien qui puisse être « anti-impérialiste ». Il faut se battre pour la révolution et non pas faire des calculs pragmatiques-machiavéliques pour s'appuyer sur des forces réactionnaires pour soi-disant parvenir à quelque chose. ■

« Le Président Gonzalo établit que, dans la révolution démocratique, il existe trois contradictions fondamentales :

la contradiction nation–impérialisme ;

la contradiction peuple–capitalisme bureaucratique et

la contradiction masses–féodalité ;

N'importe laquelle de ces contradictions peut être la contradiction principale selon les périodes de la révolution.

Vu, qu'actuellement, nous nous développons dans une guerre agraire la contradiction principale (bien que nous visions les trois) est celle de masses–féodalité qui connaît un processus de développement dans les différentes phases de la guerre.

Ainsi, dans notre cas, la contradiction principale masses–féodalité s'est développée comme masses–gouvernement ; postérieurement comme État nouveau–ancien État et sa perspective est : Parti Communiste–forces armées réactionnaires.

Le Président Gonzalo nous enseigne que la révolution démocratique est l'indispensable première étape pour les nations opprimées et qu'elle traversera diverses périodes, selon la façon donc se résoudre les contradictions.

Il conçoit une relation indissociable et un chemin ininterrompu entre révolution démocratique et la deuxième étape, celle de la révolution socialiste qui a, en perspective, une série de révolutions culturelles pour arriver au Communisme en servant la révolution mondiale.

Par conséquent, nous accomplissons un programme maximum et un programme minimum ; le programme minimum est celui de la révolution démocratique qui est spécifiée à chaque période et qui implique une nouvelle politique :

la dictature conjointe de quatre classes;

une économie nouvelle : la confiscation du grand capital impérialiste, du capitalisme bureaucratique et de la grande propriété terrienne féodale et distribution individuelle de la terre aux paysans – principalement les paysans pauvres – ;

une culture nouvelle : nationale, c'est-à-dire anti-impérialiste, démocratique, c'est-à-dire pour le peuple et scientifique, c'est-à-dire basée sur l'idéologie marxiste-léniniste-maoïste, pensée Gonzalo. »

Parti Communiste du Pérou

La révolution démocratique

1988